

ESPACE- MÉMOIRE-IDENTITÉ



# Combat(s) de femmes





ESPACE- MÉMOIRE-IDENTITÉ



**Combat(s) de femmes**



© **Fondation Friedrich Ebert**

Alger

Décembre 2010

Tous les droits de reproduction sont réservés à la Fondation Friedrich Ebert. Toutefois, des extraits peuvent être cités, sous réserve de l'indication de la source.

Les opinions exprimés dans cet ouvrage ne sont pas celles de la Fondation et n'engagent que leurs auteurs.

Crédit photographique:

Zohra Bensemane

Bouder

Flickr.com

**Fondation Friedrich Ebert**

49, rue Bachir Ibrahimi (ex chemin Poirson)

El Biar Alger

[www.fes-alger.org](http://www.fes-alger.org)

Mise en page et impression

**Cactus Design**

Dépôt légal N° : 813-2011

ISBN : 978-9961-9885-1-0

# Préface

Les ateliers d'écriture ont, à mon sens, pour première mission de désacraliser l'activité de création jusque là réservée à certains initiés et d'en faire une démarche presque naturelle dont les retombées sont multiples.

Ils sont un espace de parole et d'expression, à même de susciter des vocations mais surtout de participer à former des lecteurs pertinents rehaussant ainsi le niveau culturel des Populations dans la mesure où chaque acte d'écriture construit de la pensée.

Cette expérience enrichissante l'est tout autant pour les participants que pour les animateurs. Lieu de narration de soi, lieu d'échanges privilégié où la parole se fait Verbe, et où, à la lueur de ce que nous sommes aujourd'hui, nous pouvons visiter nos passés pour mieux nous comprendre et appréhender le futur.

C'est aussi en cela que l'initiative de la Fondation Friedrich Ebert et de l'association Tharwa N'Fadhma N'Soumeur d'organiser des ateliers d'écriture - que j'ai été chargée d'animer- est louable.

Le premier objectif de ces ateliers était d'offrir aux femmes qui se sont engagées, pendant la décennie noire, dans la lutte contre l'intégrisme et pour l'égalité des chances, un lieu de rencontre, d'échange et de communion. Mais, il allait surtout faciliter un travail d'intériorisation, d'introspection en mesure de leur permettre de se remémorer les souvenirs de leur combat, de se les réapproprier afin de pouvoir les transcrire.

Le second objectif étant, au final, la préservation et la diffusion de ces témoignages comme un vécu à même de participer à libérer la parole de celles dont la voix ne s'est pas faite entendre. Les ateliers ont eu lieu à Alger, Tizi Ouzou, Blida, Oran, réunissant à chaque fois une dizaine de militantes d'âges divers pendant quatre séances.

Dès le début des travaux, j'ai pris la peine d'expliquer le but et les règles de fonctionnement des ateliers, insistant particulièrement sur la confidentialité, la participation active de chacune, la présence exclusive du « je », l'écoute bienveillante de l'autre.

Je me suis attachée, dans un deuxième temps, à susciter une cohésion au sein du groupe, essentielle pour amener les participantes à percevoir qu'elles faisaient partie d'un environnement de confiance où chacune pouvait se permettre d'exprimer sa parole intérieure et sentir, en retour, l'attentive et affable écoute des autres lors de la lecture des productions.

Certaines activités d'écriture favorisent l'émergence de cette complicité. Je citerai pour exemple un exercice que j'ai utilisé pour ma part volontiers car il a permis aux écrivaines en herbe de participer d'emblée à un travail d'ensemble et de se sentir partie prenante d'une activité créative: écrire une histoire à plusieurs mains.

Il s'est agi de distribuer à chaque participante une feuille de papier sur laquelle figuraient des occurrences de type: Qui? Quoi? Où? Comment? Pourquoi? Avec qui? ...auxquelles elle devait répondre, j'ai relié ensuite chacune des réponses pour les livrer sous la forme d'une histoire.

Amusées par le jeu, les militantes, qui étaient arrivées chacune avec mille questionnements, hésitations voire appréhensions étaient, à la lecture de cette histoire écrite en commun, déjà plus détendues. Combien de fois ai-je

vu les regards sceptiques et les attitudes froides et dédagées de certaines se transformer seulement après ce premier contact.

Les activités menées en ateliers reposent sur un principe: l'existence de contraintes. Celles-ci sont définies comme «des obligations librement choisies» et sont là pour libérer l'imagination et débrider la mémoire. Leur utilisation recentre l'effort sur l'écriture elle-même faisant qu'au lieu d'aller de l'idée vers le mot, c'est l'inverse qui se passe.

Ainsi, une lecture choisie comme clé d'ouverture thématique peut déboucher sur la liste de termes qu'elle peut inspirer et mener dans un troisième temps à l'écriture comme une pile de briques à l'édification d'un mur.

Préoccupée par le respect des contraintes, la participante peut baisser sa garde car la part d'elle-même qui veille à lui épargner de trop douloureux souvenirs en les refoulant est submergée et s'abandonne allant jusqu'à la laisser croiser ses propres monstres sans les voir.

A chaque étape, la lecture des productions venait enraciner la confiance, ranimer les souvenirs et même, parfois, déclencher une crise de larmes générale tant l'évocation était trop éprouvante.

Notre pays a vécu l'insoutenable déchirure de sa société par la faute des fondamentalistes qui ont remis en question nos traditions ancestrales de tolérance et de respect de l'Autre en semant la mort, le viol et le doute. De nombreux Algériens ont perdu des parents, des enfants, des amis, tous ont vécu cette période dans la peur et l'angoisse.

Les récits de soi déclenchés et ponctués par des lectures d'auteurs choisis en fonction de l'éclairage qu'ils ont apporté à la thématique développée: enfance, adolescence, engagement, angoisses existentielles ont jalonné le chemin qui a mené le groupe à l'écriture de cette expérience personnelle et combien douloureuse parce que revisitée après des années.

En effet, écrire sur soi ne se limite pas à une banale démarche d'évocations, c'est bien plus car c'est avec le recul que donne la maturité et une distanciation certaine, qu'installée dans mon présent, j'écris à propos du passé. Ecrire sur soi c'est écrire ce que l'on a vécu hier pour éclairer notre présent et mieux nous accepter tels que nous sommes. En effet, mettre en mots notre passé ne peut participer à le changer mais le raccorder à notre réalité actuelle, transformer la manière dont il imprègne notre présent et, plutôt que de le rejeter faire alliance avec lui pour donner du sens à notre devenir.

Ainsi, cette écriture multiple des préjudices subis par les citoyens de notre pays par la faute des intégristes nous interpelle aujourd'hui comme elle s'imposera aux générations futures parce qu'elle symbolisera tout ce que notre société doit se garder d'oublier: les principes de tolérance, de respect de la liberté et de la démocratie.

La lecture des productions a été un moment de partage intense pendant lequel la communion a atteint son paroxysme, chaque texte apportant un éclairage différent sur le cours des événements qui ont secoué notre pays mais générant aussi une interrogation nouvelle sur l'avenir.

Les contraintes choisies en fonction de l'objectif et adaptées à chaque groupe allaient faciliter la mise en mots. Par exemple, après la lecture d'extraits de roman ou de nouvelle (« Lire Lolita à Téhéran » de Azhar Nafisi ou « Sang et Jasmin » de Leila Hamoutene) il a été proposé, en premier lieu, de définir en trois temps le sentiment éprouvé puis de rédiger un texte à partir d'occurrences choisies en fonction de leur rôle de déclencheurs: Je me souviens..., Je regrette ..., Je voudrais., J'aurais pu ...etc.

Ce n'était là qu'un exercice parmi tant d'autres. Le résultat attendu est là. Les participantes ont tenté de refaire ce parcours souvent douloureux, confrontant leurs propres souvenirs avec ceux de leurs camarades de combat dans un dialogue riche et productif.

Ces ateliers d'écriture m'ont permis personnellement de constater l'impact d'une telle démarche dans la prise de conscience et la mise en réseau de la société civile: motivées par cette expérience, les militantes ont choisi de se revoir, d'œuvrer de nouveau ensemble car leur conviction, que je partage, est que le combat continue.

Leila Hamoutene





## Espoir

Je sais que demain  
En Afrique y aura du pain  
En Iraq pousseront des pins  
En Palestine des lilas.

Je sais que plus-tard  
Les femmes sans fards  
Diront le bonheur  
Le conteront aux enfants

Je sais que dans un temps  
Il n'y aura plus de guerre  
Il n'y aura plus de feux  
Il n'y aura plus de sang

Je veux que jamais  
Un enfant ne souffre  
Il n'y aura plus de faim  
Il n'y aura plus de gouffre

Je sais que libre  
N'est pas un vrai mot  
Qu'il nous verse à boire  
Qui nous sert à voir  
Plus clairement  
Ce que sera demain.

Djamila Hamitou



“

Manifestation à Alger contre le terrorisme. (1994)  
Ph. Zohra Bensemra



## Adour Sabrina

Je me souviens qu'avant j'avais trop honte d'être une femme, j'ai même détesté la femme, et, j'ai accordé le droit et la force à l'homme. Je me suis toujours dit que la femme était née pour l'homme, travaillait pour lui et même vivait pour lui...La femme, selon ma vision, était une esclave, je croyais qu'elle l'était même avec plaisir, que c'était son devoir, car la religion et le code ne permettaient pas autre chose.

Mon innocence s'est envolée le jour où je me suis rendu compte que j'étais entrain de justifier l'injustifiable. Ce jour là, j'ai vu une autre vérité, cette vérité m'a poussée en avant...cette vérité a provoqué en moi une grande curiosité: Qui suis-je? Pourquoi suis-je née?

Ma rencontre avec d'autres femmes m'a suggéré des réponses, m'a permis de me retrouver et me connaître.... Ces rencontres je les ai faites au sein de mon association. Là, j'ai fréquenté pas mal de femmes courageuses et fortes qui m'ont donné l'envie de découvrir. J'ai compris que je n'étais plus seule. L'association m'a permis d'aller plus loin et de connaître d'autres militantes, d'autres soucis, d'autres défaites et d'autres combats. Le travail de la femme actuelle ne se limite plus seulement à s'occuper du mari et des enfants, mais c'est plus que cela...La femme d'aujourd'hui a prouvé son existence et son pouvoir et a imposé le respect. Je me sens fière d'être femme, mais ma fierté ne se limite plus à la parole seulement car, à mon tour, j'ai des objectifs que je vais défendre jusqu'au bout.

C'est la lutte après la lutte, après la lutte...



## Hassina Hamaili

Je n'ai pas un long parcours dans le militantisme bien que je passe tout mon temps à essayer d'aider autrui, ne serait ce qu'avec des mots.

J'aime l'Algérie, j'aime les algériens! Même si nos jeunes sont agressifs et durs, je suis convaincue que s'ils avaient évolué dans de bonnes conditions ils seraient meilleurs.

Deux événements m'ont marquée:

-Le premier que l'on appelle «le printemps berbère» s'est passé le 20 avril 1980. Je vivais alors à Sidi Aïch dans la Wilaya de Bejaïa, j'avais six ans et j'ai été frappée par la manière dont ont été traités les manifestants, mes frères de sang et d'idées. C'était une vraie guerre, je n'étais qu'une enfant et j'ai été frappée par tout ce qui se passait autour de moi: le sifflement des balles et les cris des manifestants scandant leur soif de dignité résonnent encore dans mes oreilles.

J'avais peur, je n'avais que six ans mais j'ai tout de suite compris que moi aussi, plus âgée je dirais non à l'injustice, je militerais pour l'égalité et la dignité.

Le deuxième fait: le 30 juin 1992, jour de l'enterrement du Président BOUDIAF, je suis allée au cimetière d'El Alia pour exprimer ma douleur et ma colère, j'y étais en compagnie d'étudiantes et de militantes, nous avons rencontré beaucoup de jeunes qui étaient bouleversés, enragés par le lâche assassinat de ce grand homme venu sauver l'Algérie.

Dans leur colère, ces jeunes rassemblés en une immense foule qui aurait fait peur aux plus courageux. C'est à ce moment que j'ai compris que ma place était avec eux, ma colère, ma révolte et ma rébellion étaient les mêmes que les leurs. Je me sentais comme eux, je leur ressemblais, j'ai donc quitté mes compagnes qui étaient rangées en groupe structuré pour rejoindre l'anarchie de ces jeunes déterminés qui n'avaient peur de rien et j'ai scandé leurs slogans.

A ce moment j'ai décidé de ne reculer devant aucun obstacle pour défendre mes idées, j'ai réalisé que j'étais déterminée à combattre toutes formes d'injustices, de discriminations ou de Hogra.

En 1991, lorsque j'ai eu mon BAC, mon grand frère voulait que je fasse mes études à l'université de Bejaia, de façon à ce que je sois proche de la maison, sous son regard vigilant, j'ai décidé de prendre le train sur Alger toute seule pour la première fois alors que je n'avais que 17 ans pour m'inscrire à l'Institut de journalisme(ITFC), j'ai donc réussi à imposer ma volonté d'être indépendante bien que je fus mineure. Cette année l'Algérie a pris une

mauvaise tournure nous sommes rentrés dans « l'ère du terrorisme », il y avait beaucoup d'islamistes à l'ITFC, ils essayaient d'intimider les filles non voilées comme moi, j'ai même été menacée de mort par un étudiant qui, plus tard, a rejoint le maquis, mais mes camarades et moi faisons tout pour les narguer, on allumait nos cigarettes sur les bancs de la fac, comme les autres, j'ai sorti toutes mes jupes courtes alors que j'aimais les pantalons et à chaque fois qu'ils organisaient une activité au sein de la fac nous leur cassions le mouvement avec une contre marche ou exposition.

En 1993, j'ai participé à plusieurs marches contre l'islamisation de l'Algérie, nos parents étaient musulmans mais l'Algérie n'est pas l'Iran ou l'Afghanistan nos mamans ne se cachaient pas, elles sortaient, surtout en Kabylie, toutes les régions de l'Algérie avaient une tenue propre à elle c'est ce que portaient les femmes le djilbab nous est étranger. Durant cette même année j'ai fait une grève de la faim avec des étudiants de différentes universités pour la sauvegarde des franchises universitaires à la faculté des langues étrangères d'Alger.

Le soir, alors que nous occupions le hall du rectorat, nous étions harcelés par les policiers alors que le jour c'étaient les islamistes qui refusaient l'idée de la mixité. Lors de cette grève, j'étais une femme parmi des garçons donc c'était Ha ram et il fallait que j'arrête ma grève mais moi je ne l'ai fait que parce que j'ai été atteinte d'une forte bronchite due au froid du hall ou l'on dormait à même le sol..

En date du 08.05.1997, nous avons créé l'association Tharwa N'Fadhma N'Soumeur, ce rassemblement de femmes et d'hommes libres a pour but d'abroger le code de la famille qui confine la femme dans un statut de mineure et de soumise à vie.

Fidèle à ma promesse d'enfance je continue à lutter contre toutes formes de discrimination raciale ou sexuelle, je continue mon combat pour la dignité humaine, l'égalité des chances, pour l'abrogation du code de la famille et pour des lois égalitaires.



## Louisa Traïdia *Ma vie*

Aînée d'une famille de huit enfants, de parents analphabètes, dans un milieu familial défavorisé, j'ai manifesté très jeune mon intérêt pour les études. Mes enseignants, ayant remarqué mes capacités, m'aident à réussir. La plupart d'entre eux étaient des démocrates convaincus qui m'imprégnèrent de leurs idées. Je les ai vus travailler sans relâche, avec conscience et honnêteté, s'entraider et venir en aide aux personnes qui les sollicitaient. Ils ont participé à mon enrichissement intellectuel et m'ont ouvert les portes du savoir. C'est pourquoi, à l'âge de l'adolescence je croyais dur comme fer et, à ce jour, je crois encore à la justice, à la liberté, à l'égalité, à la capacité de l'être humain de se battre pour faire triompher ses droits et se faire une place au soleil. Et je voudrais voir ces idées triompher sur l'obscurantisme, la manipulation, la mainmise sur la plupart des jeunes par une interprétation trop étroite et même erronée de la religion. Comment réaliser cet idéal sinon dans l'enseignement, où l'enseignant est à la fois formateur, modèle et même guide pour des jeunes assoiffés de savoir et de liberté? J'entrai donc à l'Ecole normale d'instituteurs de Constantine. A ma sortie, j'entrepris de réaliser ma mission.

D'autres personnes, plus proches, m'avaient déjà servi d'exemple et ont renforcé mes capacités à me battre pour des valeurs sûres, transmises par les générations précédentes:

- ma mère, intelligente, battante, à l'esprit ouvert, m'a soutenue durant ma scolarité à une époque où les jeunes filles musulmanes scolarisées étaient l'exception. Elle a même travaillé pour payer mes études et mes voyages. A la famille qui lui disait « Elle va te faire honte, avoir un enfant... », Elle répondait « Si elle le fait, je l'élèverai! » Autant vous dire que tout cela m'obligeait à une conduite des plus strictes: les études, point barre.

- mon père, orphelin depuis son plus jeune âge, travailleur infatigable qui ne rechignait jamais à la tâche quelle qu'elle soit, fut renvoyé des docks de la coopérative de céréales après la grève de 1954. Par son comportement, il nous a inculqué l'honnêteté – pain gagné à la sueur de son front – la bonté, l'amour du pays et du prochain. Il ne manquait jamais de nous ramener à lire, dès sa parution, 'l'Algérie libre', vendu en cachette par Bouras le boulanger pendant la guerre de libération. Il cotisait comme tous les citoyens épris d'indépendance au vu des souffrances et des humiliations subies de la part de l'occupant.

- ma grand-mère avait fière allure dans sa gandoura « bel Koumème » (à manches de soie transparente et vaporeuse) et sa « assaba » (turban). Elle s'est mise au travail à un âge avancé (70 ans) pour prendre en charge son petit-fils et sa fille, paralysée à la suite d'un AVC provoqué par l'annonce du second mariage de son époux.

Bien qu'immobilisée comme une statue, celle-ci intenta un procès à son mari pour obtenir réparation, pension et garde de l'enfant et eut gain de cause, il y a de cela 60 ans!

En 1961, alors que je prenais mes fonctions d'institutrice à Souk-Ahras, j'ai été contactée par l'organisation paramilitaire du FLN pour prendre en charge l'encadrement du mouvement féminin. Nous tenions des réunions avec les hommes politiques du moment (Harirèche Kaddour, Benazza Kaddour), les anciens prisonniers de guerre (Hama Boukhouna, Mansour Menasria), des jeunes normaliens (Semichi Mohamed et Leïla Seddoum). Nous avons même créé un journal où nous exposions notre conception de la vie démocratique, pleins d'espoir dans l'avenir du pays, conscients de la nécessité d'encadrer la population pour éviter les dérapages par rapport à l'OAS. Je me souviens de ma panique lorsqu'à la sortie des classes je fus poursuivie par un motocycliste de l'OAS. Nous aidions également nos militaires à la frontière tunisienne par l'envoi de colis et d'argent... je vivais dans l'angoisse permanente d'être découverte par mes voisins du dessus... les militaires français!

Lors d'une réunion, l'ancien détenu de Berrouaghia, un beau ténébreux de 1m86, me mit sous les yeux un poème d'amour de Verlaine... j'en tombai amoureuse. Nous nous mariâmes en août 1962 et le cortège nuptial passa dans la rue principale, la rue Victor Hugo, sous les salves des militaires qui nous rendaient les honneurs. Autoritaire, rigide, nerveux mais aimant et honnête, mon époux participa à la construction de notre foyer et nous eûmes quatre garçons, fruits de notre amour, pleins de santé, d'intelligence, de bonté. Commissaire de police, mon mari était muté tous les deux ans et j'appris à connaître toute la richesse de l'Algérie et des Algériens à travers nos déplacements: Alger, Constantine, Annaba, Sétif, El Chlef, Biskra... La seule année où je ne pus l'accompagner pour ne pas perturber les études de mes enfants – mon aîné passait le bac – j'appris qu'il avait pris femme sous prétexte qu'il n'était pas capable de se prendre en charge seul et que sa fonction l'obligeait à rester en poste en permanence.

Blessée dans mon amour-propre de femme, honteuse d'avoir été abandonnée pour une autre, j'essayais de me persuader que c'était une aventure sans

lendemain puisqu'il n'y avait pas de trace d'un deuxième mariage sur les extraits de naissance de mon mari que je retirais régulièrement. J'ai vécu ainsi sept ans d'enfer, victime d'un abandon de famille qui ne disait pas son nom. Une amie psychologue m'accueillit au creux de la vague, totalement effondrée, ne comprenant rien à ce qui m'arrivait. Elle m'aida petit à petit à me reconstruire, à retrouver ma combativité première et ma confiance en moi. En 1995, quelles ne furent pas ma surprise et ma douleur lorsque je reçus une convocation du Palais de justice où mon divorce fut prononcé par volonté unilatérale de mon époux, sans aucune raison valable. Que de souffrances! Que d'injustices! Comment y faire face? Comment les combattre?

Je me donnais avec passion à mon métier d'enseignante puis de chef d'établissement d'enseignement moyen. J'ai formé des enseignants sérieux, conscients de leur responsabilité vis-à-vis des élèves, qui donnèrent force suggestions pour modifier les programmes et les méthodes, transmises régulièrement, à sa demande, à la direction de la culture à l'intention du ministère. Nous formions une équipe soudée grâce aux activités extrascolaires (théâtre, fêtes, excursions diverses) valorisantes pour les élèves et leurs animateurs puisque nous avons eu le premier prix de théâtre avec à la clef un voyage dans le Sud! Cela permettait aussi des échanges plus spontanés et authentiques entre jeunes et enseignants et suscitait discussions et réflexions sur leur avenir, l'avenir du pays, et leur vocation: nombre d'entre eux devinrent médecins spécialistes, ingénieurs, chefs d'entreprise ou cadres administratifs. Mais cela ne me suffisait pas: il fallait lutter pour les droits des femmes. Comment? Ma participation au bureau local de l'UNFA ( Union Nationale des Femmes Algériennes), obligatoire pour tous les fonctionnaires, présidé alors par des hommes du FLN finit par me convaincre que nous n'aboutirions à rien: il fallait trouver autre chose.

Une effervescence politique sans précédent agitait alors toute la population: on discutait de la Constitution, des droits de l'homme et de la femme dans des forums...la liberté d'expression était récupérée après des années de muselage. L'ouverture autorisée permit des rencontres avec des chefs de partis politiques et des femmes militantes, dont d'anciennes moudjahidates, réclamant l'abolition du code de la famille voté en 1984.

Nous nous retrouvâmes en contact avec l'A.I.T.D.F. Quel nom évocateur et prometteur que celui de l'Association Indépendante pour le Triomphe des Droits des Femmes! Je m'y engageai corps et âme pour me battre sur le

terrain pour servir la cause des femmes. Nous constituâmes un groupe actif, participant à des manifestations dans la rue avec d'autres associations de femmes et des partis politiques. Nous nous exprimâmes sur les risques encourus par la structure familiale à cause de ce code rétrograde. Nous mobilisâmes beaucoup de femmes dans des forums à l'université, à l'hôpital, au théâtre. Membre du bureau national de l'A.I.T.D.F., nous prîmes souvent l'avion d'Alger pour la création de cette association et celle de la section d'Annaba. De nombreuses rencontres du mouvement associatif féminin soutenu par des intellectuels, des moudjahidates ou des partis politiques s'organisèrent aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

Je me rappelle avoir pris le train d'Annaba à...Casablanca (oui!) car je n'avais pas reçu mon billet d'avion pour participer à un colloque sur les droits des femmes animé par Wassila Tamzali venue de Paris dans le cadre de sa mission à l'ONU. Quelle ne fût pas ma déception d'apprendre beaucoup plus tard que nous avons été utilisées par la présidente de l'A.I.T.D.F. pour éliminer des femmes responsables capables de la battre sur le terrain! Décidément, nous constatons que le problème de leadership aura freiné l'évolution démocratique des associations, des partis politiques et de toute la société civile en général. Quelles en sont les causes? Comment y remédier?

- les colonisations successives du pays depuis l'Antiquité?
- le règne sans partage des militaires depuis l'indépendance?
- aspiration de tout Algérien à être le chef de par son éducation?
- la volonté politique?

Quelle consternation de constater qu'à une réunion organisée par l'A.I.T.D.F. à la maison des jeunes de Annaba en 1990, il n'y avait aucune femme venue écouter la présidente, Khalida Messaoudi. Le combat pour les droits des femmes s'arrêterait-il faute de combattantes?

Quelques temps plus tard le sang se glaça dans nos veines lorsque nous assistâmes à un défilé d'islamistes barbus portant des Corans à la main, des bandeaux vert blanc rouges sur le front, des poignards ou même parfois des sabres à la ceinture, scandant « alaha nahia oua Alaha namout » (pour elle je vivrai et pour elle je mourrai!) en parlant de la religion. Ils campèrent sur le cours de la Révolution pendant des jours et des semaines. La population, effrayée au départ, finit par leur apporter à boire et à manger. C'est ainsi que, grâce au multipartisme prôné par la Constitution de 1989, ils participèrent aux élections municipales, gagnant la majorité des sièges. Ils présentaient une alternative basée sur la religion, promettant justice et équité à une population

qui ne réalisait pas les enjeux d'une telle prise de position. Ali Belhadj haranguait les foules qui priaient dans la rue. Les jeunes filles étaient vitriolées au visage si elles se maquillaient, aux jambes si elles portaient des jupes courtes. C'était le règne de la terreur pour les femmes que l'on voulait réduire au silence et obliger à mettre le hidjeb. La peur paralysait les gens qui ne réagissaient même pas à des phénomènes invraisemblables tels que l'écriture du nom d'Allah dans le ciel.

La décennie noire des années 90 a marqué toutes les composantes de la société et en particulier les femmes par les atrocités qu'elles ont subies: viols, grossesses, morts, enlèvements, destructions de domiciles, massacres de familles entières...L'école devint otage des luttes politiques: les enseignants arabisants de tendance islamiste voulaient voir aboutir un projet de société islamiste. Pour cela ils n'hésitaient pas à gonfler les notes de toute élève qui acceptait de porter le hidjeb. Les intellectuels démocrates, parents ou enseignants, ne supportaient pas de les voir s'immiscer jusque dans leur vie privée pour asseoir leur ascendant sur les élèves en jugeant leurs parents. L'école devint source de difficultés à gérer au quotidien, d'angoisse permanente due aux menaces reçues, de questionnements incessants. La peur au ventre, j'ai poursuivi ma tâche. En 1994 j'ai envoyé des élèves et des étudiants en France grâce à l'association « Trait d'union », association d'échanges et de solidarité entre les jeunes d'Algérie et de France.

Avec les amies de la section d'Annaba de l'A.I.T.D.F. nous nous sommes mises à réfléchir à la création d'une association capable d'aider à cette époque les femmes violentées, meurtries, désespérées. Il fallait libérer la parole. Après toute une année de réflexion pour mûrir le projet, l'Association SOS-NOUR pour l'écoute et le soutien moral des personnes en difficultés est née par arrêté du wali le 17 juin 1997. Elle se caractérise par l'écoute anonyme au téléphone, dans un climat de neutralité bienveillante et de confidentialité. Elle a pour objectifs:

- aider les personnes en difficulté.
- prévenir les actes de désespoir (suicides)
- accompagner les adolescents en situation de crise
- orienter au besoin l'appelant vers les structures spécialisées: centres de désintoxication anti-drogue, prévention du suicide ou de la toxicomanie, psychologues, psychiatres, médecins, avocats, services sociaux, autres associations etc....
- promouvoir une attitude d'écoute mutuelle à l'intérieur de l'association

entre adhérents qui sont des vecteurs de transmission dans la société (cellule familiale, milieu professionnel, etc....)

- participer à l'étude des problèmes psychologiques et sociaux de notre société.

L'association fonctionne sans interruption depuis douze ans grâce à des bénévoles issues de divers horizons qui assurent la permanence à l'écoute, la formation et la gestion dans un esprit de famille et d'amour. Nous assurons deux à quatre heures d'écoute quotidienne et la journée complète du samedi. Le temps que nous donnons à l'écoute nous est rendu au centuple car c'est un échange de personne à personne qui permet à la victime objet de devenir sujet de son destin, agissant en tant que personne écoutée, respectée, voyant clair en elle-même et libérée de la honte.

Ce travail d'écoute d'après les concepts de Carl Rogers m'a tellement passionnée que j'ai décidé d'entreprendre des études de psychologie pour mieux aider l'association et j'ai obtenu la licence en 2003.

Le fonctionnement de l'association est perturbé principalement par la recherche de financement. Chaque fin d'année est fortement teintée d'angoisse:

Parviendrons-nous à réunir le montant d'une année de loyer à payer d'avance, ou devons-nous, faute de local, cesser notre activité et abandonner ainsi les personnes qui nous font confiance? Notre activité mériterait pourtant d'être soutenue par la wilaya et l'APC et reconnue d'utilité publique.

La notion d'engagement est essentielle: chaque bénévole s'engage au moins pour une année, et le poste d'écoute ne doit rester vide sous aucun prétexte.

En raison du coût de la vie, il devient de plus en plus difficile de recruter des bénévoles répondant aux critères requis: disponibilité, capacité de compassion, d'humanité...Faut-il en arriver à payer les écoutants?

Que ferions-nous alors des valeurs de solidarité, d'engagement gratuit qui caractérise tout mouvement associatif? Auparavant, et même aujourd'hui, les gens s'entraident gratuitement dans la « touiza » pour construire des habitations ou cultiver la terre. Payer les membres d'une association pour faire un travail revient à la transformer en une entreprise qui, en Algérie, a été vidée de tout sens des responsabilités et de service. En ce siècle de la mondialisation où les magnats vivent dans le luxe et l'opulence tandis que les classes moyennes s'appauvrissent de plus en plus, il faut songer à rendre leur place à toutes les valeurs ancestrales d'aide et de prise en charge des plus démunis. Les voisins vivant dans une cour se partageaient un café, un repas, faisaient ensemble leur provision annuelle de couscous ou de tomates dans la joie et les

rires, ce qui enrichit l'être et l'humanise.

La construction d'immeubles avec des appartements individuels qui favorise l'option des jeunes pour la famille nucléaire a appauvri les échanges entre générations et développé l'égoïsme. Peut-être y a-t-il à trouver une autre forme d'échange entre les habitants d'un même immeuble, d'un même quartier, d'une même famille, d'une association? Au lieu de se cacher ouvrons-nous à la transparence. La main tendue vers l'étranger pour ramener des fonds permettant le fonctionnement des associations, ce qui est un droit pour les pays en voie de développement, ne doit pas faire oublier à l'état qu'il est le premier concerné par le mouvement associatif qui permet la libération de la parole et la prise en charge par chacun de la collectivité

Conclusion:

Plus de vingt ans consacrés au travail dans le mouvement associatif m'ont permis de prendre conscience que c'est sous la pression de la société civile que les mentalités évoluent et amènent à une modification de la loi. Il est donc essentiel de s'engager pour construire ensemble – l'union fait la force – dans une solidarité agissante pour que l'homme de demain, conscient de ses droits et de ses responsabilités, bannisse la « hogra » et la corruption, le « benamis » et le régionalisme qui gangrènent la société actuelle. Qu'elle ait pour objectif l'apprentissage, la formation, les loisirs, les soins, la prise en charge des démunis ou l'écoute, la vie associative permet de mobiliser des énergies solidaires et donc d'affronter les difficultés avec une meilleure efficacité. La réussite de projets mûris en commun suscite ferveur et enthousiasme dans tous les domaines de la vie.

Seul un travail d'écoute réciproque des différents acteurs de la société dans le respect mutuel de nos différences, sans exclusion ni discrimination permettra la cicatrisation des plaies endurées pendant les années noires.



## Ahmed

Nous avons vécu des années noires et des nuits noires. Quand je me souviens de ces années de terrorisme je pleure. Dans mon cœur, je sens un grand bruit. Je sens que j'ai peur.

Quand je croise un homme porteur d'une barbe, je refuse qu'il me dise bonjour ou bonsoir car lorsque je le vois, il me semble retrouver en face d'un terroriste et j'ai l'impression que ce sont eux qui ont gagné la bataille.

Quand je vois les terroristes faire la chaîne pour que l'État leur donne de l'argent et de la considération alors que nous les victimes nous sommes oubliés. Le cauchemar continue.

Nous sommes les oubliés de cette tragédie qui est la nôtre.

Lorsque l'état donnera leurs droits aux victimes, le terrorisme sera fini.



## **Cherifa Kheddar** *C'était dans une ville du nord du pays*

Il était une fois dans une ville du nord du pays, l'homme, la femme et l'enfant, ils vécurent un cauchemar, qui bouleversa leur vie à jamais.

Cela commença par l'obligation de changer d'habitude alimentaire, vestimentaire et comportementale sous peine de condamnation à mort placardée dans la mosquée du quartier.

L'homme, la femme et l'enfant s'exécutèrent, et changèrent de vie comme le voulait la toute nouvelle religion imposée par la terreur des illuminés de Dieu.

Un jour, l'homme, la femme et l'enfant entendirent parler de l'attentat à la bombe qui avait eu lieu dans un cimetière de la ville de l'ouest du pays, et qui avait fait des dizaines de victimes parmi les enfants.

Forts de l'appui d'un parti politique démocratique laïque, et de l'appui de l'Occident bien pensant, l'homme, la femme et l'enfant justifiaient l'attentat en disant «Vous savez, les enfants victimes de cet attentat ne sont que des dommages collatéraux, à vrai dire, la bombe ne visait que les autorités.

Les islamistes victimes des généraux savent ce qu'ils font, ils ne tuent pas gratuitement». Le jour suivant, une enseignante fut assassinée dans l'enceinte de l'école, en présence de ses élèves âgés entre 5 et 13 ans. L'homme, la femme et l'enfant dirent: «Vous savez, l'enseignante a refusé de porter le Foulard, donc les islamistes savent ce qu'ils font, ils ne tuent pas gratuitement, ils n'assassinent que ceux qui le méritent». Le jour suivant, un directeur d'école primaire fut assassiné, l'homme, la femme et l'enfant justifiaient la sentence, et dirent que le directeur méritait d'être exécuté du moment qu'il avait refusé d'appliquer la Chariaa, qui interdit clairement la mixité dans les écoles.

Le jour suivant, un journaliste fut décapité en présence de ses parents et de ses enfants, l'homme la femme et l'enfant, approuvèrent une fois de plus la sentence des justes, puisqu'il s'agissait d'un algérien athée. Les victimes des autres jours aussi, méritaient d'être éventrées, décapitées, égorgées ou assassinées par armes à feu, parce qu'elles étaient proches de membres de corps constitués, étrangères ou non musulmanes.

Les jours qui suivirent, l'homme et la femme décidèrent de prouver leur loyauté envers les justes, ces illuminés de Dieu, et leur offrirent en guise de présent, l'enfant en mariage de jouissance. L'enfant refusa cette situation et profitant d'un moment d'inattention fuit le maquis. Que ne fut grande la colère des

justes qui décidèrent de faire payer cet affront à l'homme, à la femme et à l'enfant mécréants.

Dans une descente décidée par le tribunal du maquis, ils leur rendirent visite. L'homme et la femme supplièrent les justes de leur laisser la vie sauve et d'épargner l'enfant, seulement leurs suppliques restèrent sans écho du moment que le chef entendait bien exécuter la sentence. Décapiter les parents pour rendre licite le viol de leur enfant, qui en application de la chariaa ne pouvait être pris comme butin de guerre en l'absence de l'exécution de la sentence. Avant l'exécution de la sentence, 10 secondes ont suffi à l'homme, à la femme et à l'enfant pour voir les images de dix années défiler dans leurs tête, dix ans à justifier l'injustifiable.

Ce jour là fort heureusement, il n'y avait plus de personnes parmi les neutres pour justifier la sentence divine exécutée une fois de plus par les justes. Le lendemain, un homme et une femme parmi tant d'autres ont pris la décision, de dénoncer le crime des islamistes, et d'honorer la mémoire des victimes, toute confession et conscience confondues.

Ce courage leur a valu d'être condamnés à leur tour, mais que fut féconde leur position courageuse qui donna des idées aux habitants de la ville du nord du pays. D'autres hommes et d'autres femmes ont pris leur courage à deux mains et ont crié haut et fort leur solidarité et leur soutien aux condamnés. Ils ont demandé aux autorités des armes pour honorer leur engagement, et être fidèles au serment qu'ils venaient de prononcer. Le serment de vivre dignes ou de mourir debout en défendant tous ceux et toutes celles qui dorénavant osaient dire qu'ils préféraient vivre d'abord le paradis de la vie avant de vivre le paradis du ciel. Le serment d'anéantir le crime et d'éradiquer le mal qui rongait les citoyens de cette ville du nord du pays.

Cette lutte s'est poursuivie des années durant, il y eut encore des assassinats, des enlèvements, des décapitations, des massacres, des viols et toutes sortes de crimes perpétrés par les sanguinaires au nom de la religion. Mais plus personne dans cette ville du nord du pays n'avait refait l'erreur de justifier les crimes, commis au nom de la foi de tout un chacun.

Quand bien même, et sous prétexte que le résultat des urnes n'a pas été respecté, l'Occident bien pensant, et le parti politique démocratique laïque, poursuivaient dans le déni du droit à la vie, et soutenaient que l'islamisme était un passage obligé pour la ville du nord du pays.

En effet, les enterrements de victimes drainaient une foule nombreuse, de toutes les catégories de la population. Enfin les familles enterraient les proches

dans la fierté d'être parents de victime du terrorisme, non des proches de sanguinaires islamistes.

Comme à chaque enterrement la foule était de plus en plus nombreuse dans les cimetières, le nombre de victimes commença à baisser, et les actes perpétrés par les islamistes, à reculer, et la terreur a été vaincue.

C'est alors que l'on vit arriver des êtres tombés de nulle part afin de mettre tout en œuvre pour que les victimes qui avaient souffert, soient les égaux de leurs bourreaux devant la loi.

Dans la capitale comme dans la ville du nord du pays, toute plaque commémorative fut enlevée ou cassée, et ces êtres mirent en place la politique de l'oubli et de l'impunité. L'impunité accordée à des terroristes notoires, et la condamnation à la prison ferme des victimes qui osent par un écrit ou autre expression, cultiver la mémoire et revendiquer la vérité et la justice.

Au moment où grâce à la lutte de tant de femmes et d'hommes restés debout, le terrorisme avait été vaincu et l'islamisme n'avait plus droit de cité dans la ville du nord du pays, ces êtres venus du néant, profitant d'une période d'aisance financière se sont appropriés le bénéfice de la lutte des femmes et des hommes qui avaient cru et s'étaient battus pour des idées de tolérance et de modernité. Ces spoliateurs ont instauré une islamisation d'Etat qui a réduit les revendications de la société, à savoir l'émergence d'un état de droit; aux signes ostentatoires de la piété et la religiosité.

Pendant ce temps de récupération des luttes pour une citoyenneté effective, et d'instauration d'un discours réconciliateur, trompeur et hypocrite qui a ébranlé la conscience et la mémoire collective, d'autres femmes, et d'autres hommes de la ville du nord du pays se faisaient assassiner dans le silence et l'anonymat, crimes dissimulés par la concorde civile et la réconciliation nationale.



## Sarah Chouaki

Pendant la décennie de sang et de ténèbres, l'injustice régnait en Algérie, les terroristes avaient le droit de prendre la vie des gens, ils pouvaient même les obliger à tuer les personnes qui leur étaient chères.

Il y a ceux qui ont perdu leur maman leur papa, leurs enfants car la loi du plus fort régnait en Algérie et presque tous les algériens ont perdu des êtres chers. Les gens avaient peur de se lever et de manifester, ils étaient faibles devant cette injustice mais au fond de chacun d'eux il y avait une envie de vengeance. Ils étaient lassés de cette iniquité, ils voulaient s'imposer et chasser ces fous de leur pays mais que faire seuls devant l'injustice?

Et ce qui m'a beaucoup touchée ce sont les enfants victimes du terrorisme qui n'ont ni père ni mère.

Ils avaient besoin d'amour, d'un foyer pour mener une vie normale, ils rêvaient de se construire un avenir, d'évoluer mais que pouvaient ils faire devant ces êtres inhumains?



Ph. Zohra Bensemra



## Ourida Chouaki

Quand je revois mon enfance, c'est l'image de ma mère qui se présente à mon esprit, c'est l'image d'une femme soumise consacrant sa vie à l'entretien son foyer et à l'éducation de ses enfants.

Pourtant ma mère est allée à l'école, ce qui pour son époque était assez rare, malgré cela elle a été une femme au foyer, sa vie a été comparable à celle de la majorité des algériennes de sa génération.

Je ne voulais pas avoir la vie de ma mère, elle même ne voulait pas que ses filles vivent ce qu'elle avait vécu, elle a tout fait pour que l'on puisse étudier dans de bonnes conditions persuadée, que dans notre société, la femme ne peut s'imposer que par son travail.

Je n'ai pas eu de difficultés dans mes études, et lorsque j'ai obtenu le baccalauréat, c'est avec confiance dans l'avenir que j'ai rejoint l'université, je m'étais promis de me consacrer aux études, d'avoir un métier et d'être autonome au même titre qu'un homme, je pensais, et je trouvais cela normal, que toutes les filles de mon âge pensaient comme moi.

A l'université j'ai rencontré les premiers frères musulmans, quelques jeunes filles ont commencé à porter le hidjab, cela ne nous inquiétait pas outre mesure, nous pensions que c'était un effet de mode importé d'Iran, et qu'avec le temps cela passerait.

Toutefois les discussions entre étudiants commençaient à s'orienter vers l'islam, vers la place de la femme dans la société et la famille, je ne comprenais pas que certaines de mes camarades, préparant un diplôme universitaire puissent tenir un discours aussi discriminatoire à l'égard d'elles mêmes.

Je fréquentais à l'époque un groupe d'étudiants ayant la même vision de la société que la mienne, nous échangeons beaucoup d'idées sur nos projets d'avenir où la femme aurait accès aux mêmes droits que l'homme.

En 1982, nous avons entendu parler de l'avant projet du code du statut personnel qui, selon nos informations, serait discriminatoire à l'égard des femmes.

Nous n'allions pas laisser passer cela, nous ne voulions pas que la société algérienne recule, nous qui avons toujours rêvé de vivre dans une société où règneraient l'égalité et la justice pour tous.

A quoi serviraient toutes ces années d'études toutes ces nuits blanches passées à préparer nos examens pour nous retrouver à reproduire ce qu'avaient vécu nos mères?

Nous avons donc rejoint les groupes d'universitaires, qui se réunissaient pour

protester et tout faire pour empêcher ce code de passer, sur la pression des militants et des universitaires l'avant projet a été bloqué, nous avons gagné une bataille, mais quelle a été notre déception lorsqu'en juin 1984 nous avons appris que l'Assemblée Nationale(APN) venait d'adopter le code de la famille, je ne saurais décrire l'état dans lequel je me suis retrouvée en lisant le contenu, c'est ce jour là que mon combat contre le code de la famille a commencé.

Nous étions sous le régime du parti unique, nous n'avions donc pas la possibilité d'élargir nos actions, c'était donc dans les milieux universitaires que les débats autour du code de la famille ont commencé

Le 05 octobre 1988 a été, pour moi, le signe d'un changement radical en Algérie, tout le monde se souvient du soulèvement populaire, toute cette jeunesse dans la rue

Il est vrai que les événements d'octobre ont conduit à de grands changements dans la vie politique et sociale en Algérie, mais force est, pour moi, de constater que ce n'est pas cela que j'attendais.

En effet, si cela a permis la mise en place du multipartisme, nous avons pris conscience que les islamistes étaient organisés et qu'ils avaient su attirer la population; j'ai compris que le combat serait désormais non seulement contre le code de la famille, mais également contre le projet de société que les islamistes voulaient imposer au peuple algérien.

Le changement de la constitution a bouleversé le mode de vie des algériens (création de partis politiques, naissances de journaux, etc.), et, en juin 1990, nous avons pu assister à la première élection multipartite en Algérie, le raz de marrée du FIS (Front Islamique du Salut) a été pour nous un coup de fouet, nous ne voulions pas admettre qu'autant de personnes, en particulier les femmes, accordent leur confiance à un parti porteur d'un tel projet de société. La loi électorale dans son article 53, stipulait que toute personne pouvait voter à la place de son conjoint, ce qui dans notre société voulait dire que tout homme pouvait voter à la place de sa femme, nous avons donc conclu que si les femmes avaient voté selon leur désir, le score du FIS n'aurait pas été aussi élevé,

J'étais membre de l'AEF (Association pour l'Emancipation de la Femme), nous avons lancé une campagne visant à abroger l'article 53 de la loi électorale. Je garde un excellent souvenir de cette action, elle a duré pratiquement tout l'été 1990.

A notre demande, le chef du gouvernement a reçu une délégation, l'entretien a été fructueux car cela a abouti à la satisfaction de notre proposition, la loi électorale a été amendée par l'abrogation de son article 53 et l'alinéa 2 de l'article 54.

Je me souviens de cette période, nous étions heureuses d'avoir obtenu gain de cause, les élections suivantes seraient les législatives de décembre 1991, nous nous sommes engagées pour soutenir les candidats porteurs d'un projet de société basé sur l'égalité et la justice.

Décembre 1991, on nous avait promis des élections propres et honnêtes, nous avons été « lessivés », la réalité m'a frappé en plein visage, le FIS avait remporté la majorité des sièges, la perspective d'un état islamique se faisait de plus en plus présente dans mon esprit, j'avais peur, je voyais déjà l'Algérie basculer dans l'islamisme, un régime semblable au régime iranien risquait de s'installer dans notre pays.

Que faire pour empêcher cela? Le plus dur dans des moments pareils c'est de se rendre compte de notre incapacité à agir, le réveil a été très brutal, heureusement que cela n'a rien enlevé à ma détermination, ni à celles de tous ceux qui rêvaient et rêvent toujours à une Algérie moderne et ouverte à l'universalité.

Le combat contre l'islamisme s'est engagé, et en janvier 1992, l'annulation du processus électoral nous a donné une lueur d'espoir, c'était compter sans le FIS qui s'est posé en victime en se considérant spolié de sa victoire légitime, l'Algérie est entrée dans la période la plus noire de son histoire: le terrorisme aveugle

J'ai toujours du mal à parler de cette période, j'ai été profondément marquée par ce qui s'est passé, nul n'a été épargné, intellectuels, services de l'ordre publics, femmes, enfants, des villages entiers massacrés etc.

Ces sanguinaires ne reculaient devant rien, ils commencèrent à imposer leurs lois à partir des maquis, l'obligation aux femmes de porter le hidjab fut donnée, ils sont allés jusqu'à interdire d'envoyer les enfants à l'école, menaçant de mort quiconque enfreindrait leur dictat.

Souvent, il m'arrivait de me remémorer mes débuts de militante, comme le combat pour des lois égalitaires me semblait loin, nous nous sommes retrouvés à lutter pour notre propre survie, aux enterrements de camarades lâchement assassinés, on se demandait: « à qui le tour? »

Militantes pour l'égalité entre les femmes et les hommes, nous étions aux yeux des terroristes des impies que « la loi divine » condamnait à mort, nous savions que nos noms figuraient sur la liste des gens qu'ils allaient « exécuter ».

Ce n'était pas facile, mais il fallait réagir, il nous fallait agir contre cette bête immonde qui voulait ramener l'Algérie quinze siècles en arrière, malgré les menaces des islamistes nous ne voulions pas plier, nous voulions continuer notre combat.

La force que nous représentions en 1990 semblaient s'être affaiblie nous devons montrer que ce n'était pas le cas, il nous fallait rassembler nos énergies, nous mobiliser pour affirmer notre rejet de l'islam politique, notre détermination à continuer la lutte pour la démocratie lors de la marche organisée par les femmes le 22 mars 1993.

Je n'oublierai jamais ce jour, cette manifestation a été pour moi un catalyseur, je revois cette marrée humaine manifestant dans les rues d'Alger en scandant des slogans pour montrer à l'opinion que les algériennes étaient déterminées et qu'elles ne plieraient jamais.

Les terroristes, eux non plus, n'ont pas abandonné, forts de leur hargne et de certains soutiens qu'ils avaient, ils ont continué à terroriser la population, ils ont commencé par l'assassinat des intellectuels (Djaout, Mekbel, Chouaki, etc), ensuite telle une bête aveugle, ils ont massacré des villages entiers, tué des femmes et des enfants, violé des filles pour ensuite les abandonner souvent enceintes.

La population était dans un état de terreur au quotidien, un climat de méfiance s'était installé, il faudrait des centaines de pages pour décrire l'état dans lequel nous trouvions, nous fréquentions souvent les cimetières, car en marquant notre présence lors des enterrements, nous voulions montrer que nous étions toujours là et que nous ne plierions jamais.

Je ne pourrai pas parler de tout ce qui c'est passé durant cette période, mais certains événements m'ont tellement marquée que je ne pourrais les occulter, comme le 14 septembre 1994 qui est gravé dans ma mémoire, le matin de ce jour fatidique, je lisais les journaux où il était question de la mise en résidence surveillée de Abassi Madani et Ali Belhadj, j'en étais outrée, révoltée que ceux qui étaient à l'origine de l'assassinat de nombreux algériens soient libérés, je réfléchissais à la manière dont on allait réagir lorsque par un appel téléphonique j'ai appris que mon frère, militant et pédagogue, venait d'être assassiné par les terroristes, il a été assassiné pour ses idées, pour le combat dans lequel il s'est totalement investi.

Cet épisode m'a marquée, cela a renforcé ma détermination à continuer le combat, si ces sanguinaires croyaient qu'en tuant des innocents ils allaient nous faire reculer par la terreur, ils se trompaient; le combat devenait plus difficile mais nous n'allions pas baisser les bras.

C'était presque tous les jours que l'on apprenait l'assassinat d'un(e) ami(e) ou d'un proche, et en plus de nous atteindre dans la chair, on a voulu nous toucher dans notre lutte, en effet, le 15 février 1995 Nabila, une grande figure de la lutte des femmes, a été lâchement assassinée à Tizi-Ouzou.

Cette mauvaise nouvelle m'a fait prendre conscience que je pouvais être la prochaine victime, pour la première fois j'ai commencé à avoir peur, le courage commençait à me manquer, j'avoue qu'à ce moment, j'ai failli tout laisser tomber, fallait-il abandonner? Beaucoup d'entre nous se posaient cette question, certaines ont préféré l'exil, néanmoins pour la mémoire des martyres du terrorisme, je savais que je n'abandonnerais jamais., et heureusement nous étions encore nombreuses à continuer la lutte.

C'est dans un climat où régnaient terreur et méfiance que nous menions nos actions dirigées aussi bien contre l'islamisme que pour revendiquer nos droits à l'égalité.

Engagées dans la lutte contre le terrorisme, nous oublions notre combat émancipateur, mais l'actualité nous ramène souvent à la réalité, je n'entrerai pas dans les détails mais je ne pourrai pas m'arrêter sans citer deux événements que je considère marquants de cette période.

- La ratification avec réserves de la convention CEDAW (convention pour l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes) par l'Algérie en 1996, il faut dire que les réserves émises par l'Algérie ont vidé de son sens la dite convention, nous avons réagi, protesté, fait circuler une pétition de dénonciation, nous n'avons pas obtenu gain de cause, mais cela nous a permis de réaffirmer notre position et de nous remobiliser autour de notre revendication première: lois égalitaires entre femmes et hommes.

- Un million de signatures pour le droit des femmes dans la famille, cette action initiée par un collectif d'associations a permis de relancer le débat sur le code de la famille, la réaction des islamistes a été assez violente, je pense qu'au fond ils avaient peur de notre détermination car en plus des menaces à notre égard, ils ont lancé de leur côté une campagne de trois millions de signatures pour le maintien du code la famille.

Les islamistes ne nous faisaient plus peur, nous avons choisi de rester et de continuer notre combat pour vivre dans une Algérie démocratique et ouverte à l'universalité.

Dans la lutte contre le terrorisme nous avons presque oublié que le réveil risquait d'être très dur, il nous fallait penser à l'après terrorisme, reconstruire les liens et rétablir l'image de l'Algérie, c'est dans cet optique qu'avec notre partenaire l'association AYDA TOULOUSE, en octobre 1998, nous avons organisé la caravane de l'espoir dont le but était d'une part de donner de l'Algérie une autre image que celle présentée par les médias occidentaux, et d'autre part tisser des liens avec nos camarades de la rive nord méditerranée en vue d'échanges et de partenariats pour le futur.



## **Raja Alloula** *Il est revenu dans un cercueil*

« Raja, notre pays vit une tragédie; mais il s'en sortira....si nous devons payer le prix, nous le paierons....Quoi qu'il advienne, comporte-toi toujours dignement. »

Il est trois heures du matin, deux ou trois jours avant son assassinat; « Abdelkader, s'il te plaît, ne parle pas de malheur. » Mais le malheur était là, tout près, à quelques mètres de seuil de la porte. Il a frappé lâchement, froidement, cyniquement. Alors que j'insistais pour l'accompagner au Palais de la Culture ce soir du jeudi 10 mars 1994: « Raja je te demande une faveur: c'est de ne pas sortir. Lorsque je reviendrai, je te raconterai tout dans le détail. » Il devait animer une table ronde sur son théâtre. Il est revenu cinq jours après dans un cercueil trop étroit.....

On sonne à la porte avec insistance. C'est un collègue affolé me criant: « On a tiré sur Si Abdelkader ». « Sur qui? Je ne comprenais pas.....j'étais pétrifiée: « Appelle le Samu » « Quel Samu? » Et ce sont les cris des femmes du voisinage qui déchirent le voile.....J'ai crié, je ne sais pas pourquoi et je suis descendue dans la rue où une foule était déjà là. Une lutte acharnée s'engagea avec les jeunes qui me soulevaient de terre pour me faire entrer dans l'immeuble afin que je m'arrête de parler. J'entends une femme dire: « Laissez-la parler.....elle a raison. » Je ne sais pas ce j'ai dit mais, eux, le savent.....Et je rejoins Alloula en réanimation où une foule nombreuse le veille debout avec componction jusqu'à son évacuation le lendemain, en fin de journée, au val-de-grâce. Les médecins qui soignaient Alloula ont opéré, cette nuit-là, trois jeunes terroristes pris dans un attentat, du côté du port. « Madame, nous les avons opérés, mais il n'y a pas grand espoir. » Une cloison séparait l'un d'eux de Alloula. Je suis allée discuter avec lui. Il était très pâle et très jeune, imberbe même! Je lui demandais si lui et ses copains étaient responsables de l'assassinat de mon mari. « Tu sais, Alloula est de l'autre côté de la cloison. » « Non, je ne savais pas, non ce n'est pas nous ». « Mais pourquoi, tu es si jeune..... pourquoi tu t'es embarqué dans cette galère avec les armes? » J'avais oublié un instant que mon mari agonisait, à côté, derrière la cloison. Un attentat contre lui pour sa seule qualité d'humaniste et d'homme de culture. Et j'ai voulu comprendre.....quoi répondre en effet à mon enfant quand il m'interroge en pleurant: « Pourquoi Papa? » Peut-être que les personnes qui se posent la

question de savoir « qui tue qui » et celles qui affirment que « la régression féconde » est positive en Algérie peuvent donner une réponse plausible. Lorsque des terroristes armés ciblent d'abord en premier, en 1993-1994, Liabès, Djaout, Boukobza, Belkhenchir, Boucebsi, Asselah, Alloula, Fardeheb et tous les autres; que, depuis, ils égorgent des femmes et des enfants; ils kidnappent des jeunes filles de 16 ans pour les violer; ils s'attaquent à des citoyens sans défense pour tuer, assassiner froidement, lâchement... est-ce que le qualificatif de « guerre en Algérie » convient? Ces actes terroristes n'ont qu'un seul objectif: celui de détruire l'Algérie et son peuple, de porter atteinte aux valeurs culturelles traditionnelles qui animent notre société, qui constituent une base identitaire commune à tous les Algériens; qui en font sa force et le tremplin de sa résistance héroïque. Dans les régions isolées, les populations ont décidé de prendre les armes. « Je suis armé pour défendre la partie. » « On ne leur laissera pas nos femmes, on ne leur laissera pas nos maisons, on ne leur laissera pas notre terre. Nous sommes là, nous nous défendrons... »

Au début, beaucoup pensaient qu'ils étaient à l'abri d'une attaque, estimant qu'il ne s'agissait peut-être que d'une mouvance limitée géographiquement dans le pays. Maintenant, chacun de nous sait qu'il est un otage tout en relevant le défi d'exister. Lorsque je marche dans Oran, croisant des groupes de jeunes gens, je ne peux pas penser que l'un d'eux va me tirer dessus. Comme je boite un peu, c'est très souvent, tout en me laissant le passage et avec un sourire, qu'ils me disent:

«Que Dieu vous apporte la guérison. » C'est vrai, il y a des jeunes qui, au nom de Dieu, assassinent pour peut être une place au paradis. Mais ils savent que le crime est répréhensible et par Dieu et par les hommes.

Néanmoins, malgré le chômage, la mal-vie, malgré cette « économie de marché » qui impose le retour à la misère, à la loi de la jungle, les jeunes de mon pays sont beaux, ils savent aimer, chanter, danser, rire; ils savent regarder le ciel bleu de l'Algérie auquel se conjugue à l'infini le bleu de la Méditerranée sur le front de Mer où ils sont là, à déambuler pour admirer les plus beaux couchers de soleil au-dessus du Fort de Santa Cruz.

Pendant la guerre de libération nationale, ma cousine est montée au maquis à l'âge de 16 ans, jusqu'à l'indépendance. Puis 36 ans après, cette année, elle a fait un « accident vasculaire transitoire ». Elle avait souffert, connu l'exil, la prison; les séquelles de cette vie difficile sont peut-être à l'origine de ce problème de santé. Elle habite dans le triangle de la mort; c'est en admirant la baie d'Alger que, bouleversée, elle s'adresse à elle en pleurant. « O Algérie, que

tu es belle, tu es magnifique; tu as été créée pour être aimée...Personne n'a su te chérir comme tu le mérites..... ».

Ceux qui ont libéré hier l'Algérie ne comprennent pas; ils lui ont donné leur jeunesse et pour la plupart leur vie.....

Et encore, encore on enterre on dresse la liste de nos martyrs qui n'en finit pas d'allonger. Les yeux des Mères aux cœurs ensanglantés, aux âmes meurtries ne tarissent pas par trop de larmes versées.

L'actualité de l'Algérie est dans le combat quotidien pour la vie. Avec les parents d'élèves, nous avons obtenu que l'école ouvre sa bibliothèque pour que nos enfants aient un cadre de travaux et d'études. Les Algériens sortent, vont au travail, font leur marché, les enfants vont à l'école, les étudiants à l'université, tout en sachant qu'ils vont peut-être se trouver sur le chemin d'une bombe qui va les emporter. Tous savent également que l'histoire de l'Algérie écrite en lettres de sang ne cesse de donner l'exemple d'une résistance héroïque à l'obscurantisme, à l'intolérance, dans l'espérance de lendemains meilleurs.

Je suis très fière d'appartenir au peuple algérien; très fière que l'Algérie soit ma partie; très fière de dire que, sur la terre des Martyrs, arrosée quotidiennement par le sang, les larmes, la douleur, la détresse, fleuriront l'amour, la paix, la liberté.....contre la mort, la haine, la violence...Que demain, l'aube d'un jour radieux se lèvera sur l'Algérie, cette terre de toutes les promesses.



## Zohra Ounas

Mon entrée à l'université allait très vite me plonger dans l'activité militante. C'était en 1972, juste après la dissolution de l'organisation des étudiants (UNEA) et la grande répression qui l'avait précédée où tout devait se faire dans la clandestinité. Puis, les premières campagnes de volontariat pour la révolution agraire, le temps des roses, l'insouciance des années 70 où Che Guevara, Fidel Castro, Lénine, Clara Zetkin, Marx, Mao, Ho Chi Minh étaient nos maîtres à penser. Le temps où les révolutionnaires étaient des héros. Chaque militante, chaque militant s'efforçait de donner le meilleur de lui-même. L'Algérie serait bientôt comme l'URSS, la Chine, Cuba, la RDA... Nos aurions nous aussi nos sovkhoses, nos kolkhoses, nos spoutniks, le socialisme était imminent, à portée de main. Nous étions d'une naïveté! Nous étions loin de nous douter que la grande vague du tsunami avait pris son élan, celle qui allait engloutir tous nos espoirs, tout ce que nous avons bâti pierre par pierre. Engloutir nos amis, nos têtes pensantes, les meilleurs d'entre nous.

Les années 90 ont été terribles. Ce que l'on a tendance à nommer la décennie noire. Algériens contre Algériens. La modernité devait affronter l'archaïsme. Le temps s'était arrêté. La peur et la terreur s'étaient réinstallées. A chaque jour son lot d'assassinats, de morts. L'angoisse au quotidien. Des listes de têtes à abattre affichées par les islamistes. Les terroristes étaient partout. Dans votre quartier, dans votre immeuble, dans votre famille: un véritable rouleau compresseur. Mais il fallait le défier. Il fallait survivre. Se protéger et protéger les siens. La pire des expériences. Travailler, étudier, parler étaient des actes militants. Nul n'était épargné. Alors que pour nous la présence des forces de l'ordre était salvatrice, d'autres la contestaient. Mais ils ignoraient le calvaire que nous vivions, jusque dans nos foyers. A la violence terroriste il fallait opposer une force, seul l'Etat était en mesure de le faire.

Même si nos morts ont été pleurés, toutes les larmes n'ont pas suffi pour effacer et laver nos souffrances. La douleur est à fleur de peau. Le deuil n'a pas été fait. Les traumatismes sont ancrés, les plaies restent ouvertes et les cicatrices indélébiles. Tant que les assassins ne seront pas jugés et punis, la rancœur et le désir de vengeance persisteront.

Recommencer à zéro. Encore un nouveau départ. Déception, désespoir, pessimisme ont remplacé l'insouciance et l'enthousiasme. Même si le combat doit continuer, la vie est amère. Les événements vous marquent. Mais pas de la même manière lorsque vous avez 20ans; 30ans ou 50ans. Le temps est traître, il ne vous laisse pas le temps.



## **Yamina Toubal** *Parcours de femme militante*

Si je devais me présenter en tant que femme militante dans le mouvement féminin, je dirais que je suis juste un maillon de cette chaîne de solidarité. C'est vrai que j'ai toujours été attentive à ce qui se déroulait autour de moi. Les dépassements et les abus de pouvoir m'ont toujours outrée et je les ai constamment combattus. Je n'ai jamais supporté les méchancetés gratuites. Dans ma famille on m'appelait l'avocate des pauvres car je ne pouvais pas rester silencieuse devant une iniquité. Ce surnom, comble de l'ironie, m'avait été attribué par ..... les femmes.

On m'a également fait remarquer que j'étais une idéaliste. C'est vrai que je suis utopiste quand je ne cesse de clamer que nous pouvons, si chacun y met du sien, vivre dans un monde sans violence.

Petite fille, j'ai subi la violence, pas physique fort heureusement. Cependant, même si elle n'était que morale, je ne l'ai pas acceptée, Je me suis défendue et depuis je combats toutes les injustices, sous toutes ses formes et d'où qu'elles viennent.

J'ai connu une première injustice très jeune. J'ai vécu des années difficiles entre 10ans et 15 ans, mais avec du courage et de la détermination j'ai réussi à surmonter les difficultés qui se présentaient à moi. Etant fille d'émigré, mon père était absent tout le long de l'année et c'est à mon grand père qu'échut la charge de veiller sur moi et d'assurer mon éducation.

C'était un homme bon, pétri de qualités. Il ne lui manquait qu'une chose: la modernité. Il avait été élevé à l'ancienne et était respectueux des traditions. L'une d'elles voulait qu'à partir d'un certain âge, les filles restassent à la maison. L'année de ma sixième donc, il décida de ne plus m'envoyer au collège, sous le prétexte qu'il n'en existait pas à proximité de notre village.

L'établissement le plus proche se trouvait à huit kilomètres de chez nous et les moyens de transport étaient quasi-inexistants. En vérité, j'étais une fille et c'était le message que je devais recevoir cinq sur cinq.

J'eus beau pleurer, supplier, implorer, rien n'y fit, j'ai donc travaillé toute seule!!! Avec des bouquins adéquats, j'ai réussi à élever mon niveau scolaire. Bien plus tard, je m'inscrivis à la fac centrale pour des quatre années d'étude de français. Je venais d'avoir mes 40 ans!!!! Et aujourd'hui encore, chaque jour que Dieu fait, j'enrichis ma culture générale!! Une injustice réparée!!!! La deuxième injustice s'imposa à moi quelques années plus tard. J'ai été

fiancée à ma naissance à un cousin et dès que j'en pris conscience cela perturba ma vie d'adolescente.

Lors de ma quinzième année, ledit cousin annonça à ma famille qu'il avait arrêté la date du mariage. Mes parents lui répondirent que je n'étais pas prête et qu'il devait patienter deux ou trois années encore. J'étais soulagée et furieuse à la fois. Soulagée parce que le temps jouait pour moi et furieuse d'entendre ma famille accorder d'emblée ma main à ce prétendant dont je ne voulais pas.

Le jour qui suivit, je pris mon courage à deux mains et j'attendis mon cousin sur le seuil de la maison ( asqif). Je n'y allai pas par quatre chemins et sans ménagement, je le sommai d'aller prendre femme ailleurs, d'autant que j'aimais un autre cousin, ce qui était vrai. L'amoureux transi repartit ivre de colère parce que je lui avais tenu tête. Dans une lettre qu'il adressa à mon grand-père, il écrivait en substance que s'il ne m'épousait pas, l'autre cousin non plus ne devait pas m'avoir. Les miens s'offusquèrent, me traitant de gamine qui ne connaissait pas ses intérêts. Seul grand père adopta une attitude sage. Il lui répondit: « Marie-toi puisque tu es pressé, pour elle le moment n'est pas encore venu, elle encore jeune ».

Je remerciai grand père de sa prise de position, mais depuis ce jour, je fus interdite de toute sortie. Je ne pouvais plus aller à la fontaine avec les autres filles du village, je recevais mes amies chez moi à la maison. Peu importe, pour moi la partie était gagnée.

J'ai finalement fait un mariage de raison, un mariage arrangé comme on dit.

Un jeune homme est venu me voir. C'était au mois d'Avril. Nous nous sommes fiancés en mai et le mariage a eu lieu en juillet. Cette liaison a été bénéfique et a changé ma vie. Elle m'a appris ce qu'est la liberté et elle dure depuis plus de trente ans.

Pendant les vingt premières années de mon mariage, j'étais comme dans un cocon, je me suis occupée de mes quatre garçons, de ma maison, je lisais, j'écrivais des poèmes, les contes que ma grand-mère me racontait étant enfant.

Un jour de l'année 1992 j'ai sorti ma tête hors du cocon, j'ai adhéré à une association culturelle et plus tard et une autre, celle-là féministe. J'ai rencontré et côtoyé des femmes battantes, militantes telles que: Nadia, Aicha Khalida,, Zazi, Louiza, et j'en passe, mais aussi des femmes soumises, divorcées battues, humiliées, rejetées.

J'ai découvert l'infâme code de la famille et les injustices qu'il a véhiculées.

J'ai suivi les assises des femmes démocrates et assisté à la création d'autres associations telle que l'association, RACHDA, « Rassemblement Contre la Hogra et pour le Droit des Algériennes ». Les militantes de cette association se sont investies non seulement dans la vulgarisation pour que les femmes connaissent leurs droits, mais elles travaillaient en réseau pour prendre leur défense. C'est au cours de la célébration du 8 Mars, Journée Internationale de la Femme, que j'ai rencontré Nadia. Maître Nadia AIT ZAI, une avocate et professeur de droit à l'Université d'Alger. Elle était venue nous parler de nos droits à travers le code de la famille. Je suis tombée des nues, j'étais dans l'ignorance totale de ce qui concernait mes droits!!!!

Ce code de la famille a fait et fait toujours beaucoup de dégâts dans les familles. Malgré les amendements dont il a fait l'objet, il garde toujours son côté néfaste.

Les spécialistes de la question devraient se pencher sur ce problème, et faire des propositions de lois qui mettraient définitivement les femmes à l'abri des abus et des dépassements.

Le mouvement féminin algérien a beaucoup évolué, pris de l'essor et presque rattrapé ses homologues maghrébins et européens, depuis l'année 2000 à ce jour, plusieurs associations sont encore actives, des maisons d'accueil se sont ouvertes, des centres d'écoute ont vu le jour et ce pour le bien des femmes touchées par la violence. Car comme il a été cité plus haut, le code de la famille continue de sévir, des femmes et leurs enfants se retrouvent dans la rue, démunis. Ceux qui ont plus de chance atterrissent dans des centres d'accueil, mais pour combien de temps, jusqu'à quand?

Je parle en connaissance de cause, car depuis l'ouverture du CIDDEF, nous sommes confrontées au sort des femmes et des enfants victimes de violence et d'injustice.

Nadia Aït Zaï, juriste de son état, et Directrice du Ciddef, a tout de suite compris la nécessité de ces centres où les femmes peuvent venir, pour s'informer et se documenter pour connaître leurs droits afin de se défendre, d'où l'ouverture du Ciddef au début de l'année 2003.

Ce centre, possède plus de 4000 ouvrages, qui traitent de droit, psychologie et sociologie, que les étudiants et les chercheurs viennent consulter.

Avec quelques avocates bénévoles, Nadia Aït Zaï, s'occupe des problèmes juridiques des femmes qui demandent de conseil et aide.

Le volet psychologique est également pris en charge. Une écoute psychologique est assurée une fois par semaine par une psychologue.

Le Centre abrite plusieurs ouvrages qui traitent de ce problème.

A mon humble avis les associations jouent un grand rôle dans la société Algérienne. Elles œuvrent à monter des projets, censés apporter de l'aide aux populations touchées par les injustices ou qui subissent la violence, tels les enfants et les femmes sans défenses. Elles travaillent en parallèle avec les pouvoirs publics, d'où la nécessité de les considérer comme des partenaires non pas comme des rivales.

Des centres d'écoute sont ouverts dans plusieurs régions du pays grâce au CIDDEF, le réseau national des centres d'écoute sur les violences faites aux femmes « BALSAM » a vu le jour au cours de cette année 2009, après un cycle de formation. Huit associations ont répondu positivement au projet.

Le CIDDEF s'est entouré de spécialistes de la question: des médecins, gynéco, psy, psychiatres, juristes forment ces écoutantes, qui reconnaissent qu'elles ont acquis plus d'expériences et augmenté leurs performances. Le but de ces formations est de renforcer les capacités et les compétences de ces écoutantes. Le problème de la violence à l'égard des femmes a suscité beaucoup d'engouement et a fait couler beaucoup d'encre. Les associations se sont investies pour l'enrayement de cette inhumanité, car la violence est inhumaine, nous avons du pain sur la planche. Réduquer tout un peuple, changer les mentalités n'est pas chose aisée.

La violence est exercée quotidiennement, sur les femmes et les enfants, malgré les textes de lois existants, les associations demandent qu'ils soient appliqués. Il faut peut être proposer d'autres textes plus protecteurs. La société civile doit s'investir un peu plus pour faire bouger les choses, des conventions sur les droits de l'enfant et les droits de l'homme ont été ratifiées par l'Algérie. Il convient donc de faire en sorte qu'elles soient respectées.

Dans mon parcours de militante, j'ai rencontré plusieurs sortes de militantes, elles travaillent avec leur cœur, elles sont à l'écoute pour alléger les souffrances de celles qui subissent les violences physiques ou morales et font tout leur possible pour venir en aide aux plus démunies.

Elles étudient tous les cas et essaient de trouver et de proposer des solutions. Elles se battent pour éradiquer l'injustice, pour qu'il n'y ait plus d'inégalités. En ce qui concerne l'éducation des enfants par exemple, tous doivent avoir la même chance de réussir dans la vie, qu'ils soient filles ou garçons.

Je suis certaine que ces femmes, en fin de journée, se sentent plus légères d'avoir fait une bonne action, ou bien tristes de n'avoir pas réussi, de n'avoir pas résolu un cas et que, avec la même combativité, elles s'attellent à leurs

tâches le lendemain. J'ai fait partie de ses femmes bénévoles qui participent à l'élargissement du mouvement féminin et pour être à l'écoute des autres, apporter une quiétude dans les cœurs des femmes perturbées, qui ont une vie compliquée, moi qui ait la chance de vivre dans le calme et la sérénité.

Dans nos centres, nous sommes témoins d'histoires invraisemblables, des victimes de viols, d'inceste, de violences conjugales, familiales. Des femmes de tout âge vivent des moments douloureux que nous avons partagés avec elles.

Je garde en mémoire le récit de cette femme d'une cinquantaine d'années qui est venue nous voir parce que préoccupée. Voici son histoire: « Après 20 ans de mariage son mari demande le divorce, elle a la garde des enfants, deux jumeaux âgés de quinze ans, donc elle bénéficie du logement. Mais cette loi terrible stipule qu'elle ne peut garder le logement que jusqu'à la majorité des enfants. Elle était désemparée. Dans trois ans ses enfants seront majeurs. Où iront-ils à ce moment là? Ils se voient déjà dans la rue ». Et pour les enfants peut-on se prendre en charge lorsqu'on a que 18 ans???

Des femmes dans cette situation sont très nombreuses. Les juristes militantes du mouvement féminin, doivent impérativement se pencher sur ce genre de problèmes. Proposer des lois qui mettront ces femmes démunies à l'abri, surtout quand elles ne sont plus jeunes, car à un certain âge elles sont très fragiles et vulnérables.

D'où l'importance de travailler en Réseaux. Les écoutantes du réseau « BALSAM » font tout pour apaiser la souffrance des appelantes, elles les accompagnent, elles les orientent et les informent de leurs droits, plus d'une femme ressent cette carence.

D'un autre côté, Je ne peux dissimuler mes insatisfactions durant mon modeste parcours de militante, j'ai été plusieurs fois contrariée de voir certaines femmes dans lesquelles je ne me reconnais pas. Elles sont là pour se servir et non servir. Elles sont à l'affût de la moindre occasion pouvant leur procurer un avantage quelconque, comme par exemple un voyage à l'étranger ou pour émerger en se servant du mouvement comme d'un tremplin.

Il ya aussi ces femmes qui sont présidentes à vie, une chose que je n'ai jamais comprise et que je n'arrive pas à admettre!!!

Au niveau de certaines associations, elles jouent tellement mal leur rôle, qu'elles ont réussi à faire le vide autour d'elles, ce qui les a d'ailleurs desservies puisqu'aujourd'hui elles se retrouvent sur le déclin. Elles sont restées en marge de la vie associative.

En conclusion:

Le mouvement féminin en Algérie a beaucoup de choses à réaliser, sur le plan social, éducatif, juridique et psychologique, il se doit de rester en contact avec la société civile, pour qu'il soit son porte parole.

Je ne sais plus qui a dit que les femmes doivent voter, lors des législatives, pour des femmes, elles sont plus conscientes des souffrances de leurs sœurs.

Un homme est venu nous voir pour les problèmes juridiques de sa fille. Ayant été député, dans les années 80, il nous a avoué qu'il avait voté, pour que le code de la famille passe, 20 ans plus tard, l'une de ses filles en a subi les méfaits. Personne n'est à l'abri de la partialité, il faut vivre avec son temps, n'oublions pas que nous sommes au troisième millénaire.

Jusqu'à aujourd'hui, les mamans ont toutes, sans exception, mis leurs garçons sur un piédestal. C'est à nous, femmes, de changer notre vision des choses, faire en sorte que les femmes et les hommes, main dans la main défendent les mêmes valeurs.....

Pendant toutes ces années noires où certains hommes se sont mis à l'abri, voire même quitté l'Algérie, les militantes-femmes courageuses, ont défilé dans les rues des villes d'Algérie, en criant haut et fort leur mécontentement.

A la lecture de ce texte vous allez sans doute vous poser des questions.

Pourquoi dans mon récit je n'ai abordé ni les années noires, ni la religion. Je vais vous en donner les raisons. Durant la décennie noire, j'ai perdu beaucoup d'amis, des amis qui m'étaient très chers. Je ne veux plus rouvrir mes blessures, car après tant d'années, je n'ai pas encore fait mon deuil. Ils sont toujours vivants dans mon cœur, paix à leur âme.

Quant à la religion, cela reste encore un sujet qui fâche. Je dirai néanmoins quelques mots sur le port du hidjab. Le hidjab ne doit pas être imposé, toute femme qui l'adopte doit le porter par conviction et non par contrainte. Je crois que chacun de nous doit pratiquer la religion selon sa foi, sa croyance en l'Être Suprême. Nous sommes dans un pays démocrate, il convient de tenir compte des libertés individuelles et ne jamais imposer sa façon de vivre ou de voir les choses. Je respecte mes semblables. J'entends en retour être également respectée.



## Radia Boudissa

Lorsque j'étais une petite fille j'aimais beaucoup la vie, j'ai vécu l'enfance normale de toutes les filles de mon âge, je sortais m'amuser avec mes amis, nous parlions de la vie, de voyages et de l'amour. Etant donné que j'avais bien réussi dans mes études, j'étais la plus gâtée dans ma famille.

Pendant la décennie noire, aucun de mes proches n'a été touché, mais je suis tout de même marquée car c'étaient mon pays et mon peuple qui étaient victimes. J'ai vécu la tragédie à travers les medias et les histoires racontées par les gens, mais j'étais protégée par ma famille. Surtout par ma mère qui a fait l'impossible pour nous tenir à l'écart de tout ceci.

J'ai fait mes études primaires et secondaires dans des établissements proches de notre maison, et mes études universitaires à Beni Messous. Comme tous les jeunes diplômés algériens j'ai souffert du chômage pendant quelques mois, et pour ne pas être victime trop longtemps de ce phénomène, j'ai décidé de varier mes formations dans différents domaines: l'informatique, la coiffure, la cuisine, la photographie etc.

Un jour en regardant les informations à la télévision, j'ai entendu une femmes crier: « Où sont nos enfants? Rendez nous nos enfants ». Je n'ai pas compris immédiatement ce qu'elle voulait dire, j'ai donc demandé à un voisin de m'expliquer. Il m'a répondu qu'il s'agissait d'une affaire très compliquée. D'après les medias, les disparus étaient tous assimilés aux terroristes. Avant de commencer le travail au sein de l'association des familles des disparus, je pensais donc que les disparus étaient tous des membres de groupes armés arrêtés pour les crimes qu'ils avaient commis.

Par l'intermédiaire de ma sœur, j'ai su qu'une femme qui avait perdu son fils avait créé une association pour les personnes disparues et qu'elle recherchait des assistantes pour travailler dans un bureau à Alger. Au début je pensais qu'il s'agissait de personnes disparues de chez elles et qui ne sont pas revenues, de personnes atteintes de maladies mentales ou de harragas. Etant donné qu'il existe à travers le pays de nombreux individus et associations qui activent pour cette cause, je n'ai pas trouvé cela très original, mais je m'y suis néanmoins rendue pour voir et pour proposer mon aide.

Lors de mon 1er jour à l'association, lorsque je suis entrée dans les locaux, j'ai découvert qu'il s'agissait d'une association de personnes disparues suite à des arrestations commises par les agents de l'état dans les années 90, donc des

terroristes selon les dires des médias, ou des affaires plus compliquées comme l'avait déclaré mon voisin.

Mais lorsque j'ai vu des milliers photos portraits collés sur le mur j'ai senti le sang se glacer dans mes veines. Il y avait là des hommes, des jeunes, des vieux, des femmes même des enfants! Je me suis alors demandé s'ils étaient bien des terroristes. Des hommes, oui! des vieux peut-être! des femmes, je ne sais pas!? Mais des enfants, c'était impossible!!! J'ai commencé à avoir des doutes et à rechercher la vérité.

En travaillant dans les dossiers, j'ai entendu les histoires racontées par les familles de disparus, je me suis rendu compte que la réalité n'était pas ce qu'on nous faisait croire. A partir de ce moment j'ai entendu résonner au fond de moi le mot INJUSTICE. Ce mot que je n'avais jamais dit à quelqu'un et je n'avais jamais pensé prononcer un jour, ce mot j'allais le prononcer souvent car le moment était venu.

Maintenant, après plus de trois ans de travail dans l'association et plusieurs déplacements dans les différentes wilayas pour rencontrer les familles, j'ai entendu une histoire différente dans chaque maison. Chaque récit me fait découvrir une nouvelle manière de pratiquer l'injustice et à quel point l'impunité règne dans mon pays.

Un jour j'ai pensé que mon cœur était mort, tant les histoires des disparus racontées par leurs proches dans différentes maisons sont terribles, à chaque fois je pense que telle histoire est la plus dure à entendre et qu'il n'y a pas d'autre histoire plus grave, mais je me trompe souvent.

Pour être honnête il m'arrive, en me rappelant que plus de dix ans ont passé depuis les disparitions, de me décourager et de perdre espoir. Mais, quand je suis témoin de la volonté des familles de disparus et de la manière dont elles se battent pour avoir des nouvelles de leurs proches. Quand je vois aussi des mères ayant dépassé les soixante ans faire des kilomètres chaque mercredi pour rejoindre les autres mères et les proches des disparus lors du rassemblement devant la commission des droits de l'homme afin montrer au monde qu'elles sont toujours là et qu'elles ne cesseront pas avant que leur réclamations soient acceptées par l'état. Quand je vois les associations des familles des disparus et de victimes du terrorisme la main dans la main, travaillant ensemble, organisant des séminaires nationaux et internationaux, des journées d'étude, des ateliers de travail, et bien d'autres actions pour trouver des solutions communes et régler les problèmes, tout cela me donne le courage nécessaire et la force de continuer à travailler.



“

Femmes à l'APN (1989)  
Ph. Boudier



## **Souhila Aissa**

J'ai vécu avec mon mari une vie bien tranquille. Nous nous aimions. Nous avons deux garçons Fethi et Amine, mon époux était psychologue, il était président du club de basketball de l'USMB de la wilaya de Blida, il pratiquait aussi plusieurs instruments de musique.

Un jour, il a été menacé par des terroristes qui lui interdirent de pratiquer la musique et le sport, mon époux répondit, qu'il consentait à laisser tomber la musique mais il refusa d'abandonner le sport: il avait choisi la mort.

Le mercredi 17 juillet 1996, un appel téléphonique l'invita à rejoindre un salon de thé ou devait avoir lieu une réunion. Une bombe y avait été déposée, elle explosa, mon époux fut tué ainsi que quelques uns de ses amis, d'autres furent blessés.

J'ai très mal vécu ce drame et jusqu'à aujourd'hui je n'arrive pas à oublier, ni à calmer mes douleurs. Pourtant, le souvenir de mon époux m'a donné le courage de laisser mes enfants choisir leur vie, l'un fait de la musique et l'autre fait du football. J'ai continué à les encourager tous les jours pour respecter le testament moral de cet homme de valeur mort pour défendre ses idées.



## Djamila Hamitou

Je me souviens de ma mère m'arrachant son voile que je m'amusais à mettre de temps d'un jeu d'enfants: « Jamais ma fille, jamais le voile, tu ne le porteras jamais! »

Je me souviens de ma mère debout face à ma famille kabyle, chez qui la fille ne doit pas étudier. Elle a tout fait, subissant leur rejet, leur haine pour que moi, sa fille je puisse étudier. Pourtant, ma mère était analphabète. Je me souviens de mes professeurs gauchistes, de Melle Pesquier et des lectures qu'elle nous proposait. Je me rappelle avoir découvert et lu Simone de Beauvoir à quatorze ans. J'ai découvert très tôt ce qu'est l'injustice, la violence faite aux femmes, quand nos voisins battaient leurs femmes, leur tête en sang par ma mère pensées.

A quinze ans déjà, le ciné club du lycée, les films soviétiques tous les jeudis, les débats instaurés, tout y était: l'injustice, les ouvriers, les paysans, les combats des peuples pour leur indépendance... A quinze ans déjà, je devenais membre du PAGS! Sans rien savoir de l'adhésion à un parti sans avoir dit oui, sans avoir dit non, j'avais commencé: combat des jeunes, révolution agraire, volontariat et autres, tout s'y mêlait. Ho Chiminh et la négation de soi le désintéressement c'est la dedans que je me mettais jeune, encore fraîche, le bac, la fac, la continuité. On me prénommait la passionaria et ça me flattait. Pas de place pour un combat de femme dissocié du combat des ouvriers! Première incompréhension! Première déception j'affichais mon refus, je parle des droits des femmes! Il faut dire que chez mes amis le combat des femmes n'était pas une priorité.

C'est dans ma tête que cela s'installait, je relisais Simone de Beauvoir, des livres sur Mai 68, des revues du MLF. La Femme, à la fac, on en parlait le 8 Mars mais c'était ses combats pour l'indépendance: femme chilienne, palestinienne se succédaient au podium pour parler de leur combat jamais d'elles, jamais des femmes, jamais des injustices subies: des « mecs » étaient là pour orienter le débat vers les objectifs visés! Tout tracés, tout décidés. On tournait en dérision les jeunes gauchistes qui tentaient d'intervenir sur le vécu féminin, sur les droits des femmes, il faut dire qu'il m'arrivait aussi de faire semblant d'être d'accord pour garder mes amis pour ne pas subir critique et autre conseil de discipline imposé aux militants réfractaires. Je vivais mes passions dans la clandestinité à travers mes lectures, des films que j'allais voir à la cinémathèque, au ciné pop mis en place par un groupe de gauchiste du PRS très en avance sur la question

de la femme par rapport à nous. J'aimerais tant crier à qui veut l'entendre qu'en réalité nous étions à côté des vrais combats de la vie.

Pour qui! J'avais peur d'afficher mes convictions devant mes amis, les femmes encore plus car elles s'inscrivaient dans la ligne du parti. Elles se rivaient toutes contre moi quand je disais mon point de vue sur l'avortement, la contraception et la position de la femme dans le couple. Certaines allaient jusqu'à penser qu'en servant l'homme dans un couple, elle servait la cause et la révolution! Je ne comprenais pas comment on pouvait servir la cause, cloîtrées dans les cuisines. Bêtises humaines rien de plus!

En 1980 j'ai rejoint un groupe de réflexion sur la femme algérienne, toutes enseignantes, que des femmes qui tous les lundis se regroupaient et réfléchissaient sur les problèmes des femmes, vécu quotidien, femme au foyer, avortement, contraception, femmes au travail et harcèlement sexuel tout y était.

A la fac, les briseurs de grève, portaient des kamys, et des barbes, au disco bals que nous organisions, ils surgissaient, aussi armés d'acide et de chaîne à vélo. A la cité, le nombre d'étudiantes portant le hidjab décuplait. Elles tentaient, elles aussi, de briser les grèves, de s'attaquer aux étudiants en fête. Très souvent, on se faisait attaquer, insulter par les jeunes du quartier, les prêches de la mosquée d'en face diabolisaient la femme et nous traitaient de moutabaridjates.

L'islamisme, l'Etat, la police, la campagne de lutte contre les maux sociaux nous en étions les victimes nous les femmes libérées! Nouveau combat: se maintenir, faire ses choix, agir, réagir, c'était devenu notre quotidien, la violence prenait de l'ampleur, c'était pour moi un combat de survie. Violence à l'université et l'Etat qui ne réagissait pas « se taire et laisser faire » le moyen pour casser le mouvement étudiant, le mouvement naissant des femmes, le mouvement syndical. Moyen aussi pour rester au pouvoir!

En 1984, code de la famille, code de l'infamie, je me souviens comme si elle était hier, Fatma et moi, menues chétives face à un ampli, bondés d'étudiants dénonçant le code, demandant son abrogation, appelant les étudiants à se joindre aux femmes d'Alger pour manifester notre colère et dire notre point de vue. Le train d'Alger est à sept heures, je le prends avec Fatma et Fatima, décidées à aller prendre part au mouvement Amirouche, des femmes venues de partout et de divers horizons, la colère exprimée! La mésentente entre les partisans de l'abrogation de la révision, de l'optionalité, et du statu quo, le débat renforce mes convictions, les témoignages de femmes encore plus!

En 1989, je suis parmi celles qui fondent une association féminine qui

revendique l'abrogation du code. Ensemble nous nous battons pour l'exercice d'une citoyenneté féminine pleine et entière. Désillusion, déception, mon association recule par rapport à l'abrogation. Pour moi c'est une fuite de responsabilité. Sommes-nous donc militantes de la facilité? Sommes-nous véritablement militantes de la cause féminine! Dire son point de vue n'est pas de mise, mes compagnes ont aussi drainé avec elle l'esprit de la fac, le point de vue de leurs partis, la discipline et bien d'autres agrégats à consonances staliniennes. Je ne suis plus dedans. Je pars.

Les années passent, 1989-90-91-92-93, l'islamiste prend pied dans notre société, regain de violence, décadence. La femme en est la première victime, au travail, dans la rue, dans nos familles, nous sommes toisées comme des bêtes humaines insultées, rejetées c'est l'inquisition. Le combat m'interpelle, je reviens. Dans le studio où j'habite sont conçus les slogans des marches anti-islamistes, les marches pour la sauvegarde de l'Algérie républicaine. J'y vais un enfant sur les bras, un autre dans le ventre. Mon bébé, deux ans, scandait « Djazaïr Hora Dimocratia » le point levé, tout comme moi, je faisais tous ces mouvements de masse, ces marches me manquent avec l'Algérie de l'Etat d'urgence et de la télésurveillance, il n'y a plus de possibilité d'aller dire sa colère dehors avec ses pairs.

Le terrorisme! Des centaines de morts tous les jours, les bombes qui explosent nuit et jour dans ma ville natale, des lambeaux de chair humaine ramassés, des policiers qui meurent tous les jours, des journalistes, des démocrates, des amis et camarades morts assassinés, des amis qui partent loin, ceux qui se terrent ceux qui se taisent aussi. Au travail, il y a les collègues, il ya le FIS qui propose, qui impose, ils y adhèrent sans conviction, les prêcheurs changent les noms de leurs navires les remplaçant par des noms à consonance religieuse, ils laissent pousser leurs barbes et troquent leurs casquettes de marin contre des chachias iraniennes, leurs tenues marines contre les kamys afghans, quel spectacle hideux! Les femmes s'empressent de mettre la calotte de chasteté, il n'y a plus que moi, coriace, tenace, révoltée face à mes étudiants.

Je disais haut et fort, face à la menace, omniprésente, ma colère mon désarroi, il m'est souvent venu aussi à l'esprit de rentrer vivre mes derniers jours chez mes parents, souvent j'ai basculé dans la peur et l'angoisse quand j'ouvrais ma boîte au lettre et que je trouvais une lettre du GIA, ce cachet noir hexagonale que je ne peux oublier! Courage et peur à la fois! Le sang du policier abattu le matin au pied du mimosa, en face de chez nous, mes larmes et mes cris mêlés, le refus de basculer, le refus de tomber, la solidarité agissante avec les victimes du terrorisme.

Un jour, partant en mission d'Alger, on passe par Oued Jar Montagne déserte, village saccagé, maisons brûlées, troupeau errant sans maître, il est 7h du matin, le jour pointait à peine et que vois-je? De ce désastre indescriptible je vois sortir des petites filles, oui, des petites filles à peine cinq, six ans achevés allant à l'école! C'est l'espoir dans le désespoir absolu! Ces fillettes à peine couvertes, sortant de l'abîme, vers l'école vers la clarté, vers ce que la bande sauvage voulait annihiler! Quelle leçon de courage! Elles m'insufflent du courage pour continuer. Aujourd'hui plus qu'hier. Pas de la même manière, pas le même combat, mais toujours avec la même ardeur, avec la même passion.

Aujourd'hui plus qu'hier, par ces temps d'abdication annoncée. Je n'éprouve ni de haine, ni de désir de me venger mais un profond sentiment m'anime, me conduit et me pousse à dire à voix haute ce que je pense.



## Naima Cherfi

### *La décennie noire*

La période de la décennie noire a laissé en nous des souvenirs douloureux, nous en gardons des séquelles dont nous avons du mal à guérir.

Elle nous a carrément enlevé notre dignité à chacun et nous a rendus méfiants vis-à-vis de nous même. Le manque de confiance régnait entre les citoyens. Chacun avait peur de l'autre. On ne savait pas qui était le bon et qui était le mauvais. Nous vivions au jour le jour.

Nous sortions pour aller au travail sans savoir si nous allions rentrer le soir. Nous ne connaissons pas la vérité. Nous nous demandions qui tuait qui? Nous avions très peur. Nous perdions tout courage. Nous avons beaucoup souffert de l'assassinat de voisins, d'amis ou de membres de la famille. Nous n'arrivions pas à comprendre pourquoi? C'était l'angoisse, le vide. Nous n'avions qu'une envie: que cela finisse, nous souffrions de cette situation qui n'avait ni sens ni raison d'être. Les gens se cachaient, ne se parlaient presque pas même entre voisins et en famille puisque dans une même famille on pouvait trouver deux frères l'un policier et l'autre terroriste.

En premier lieu, ils ont commencé à tuer les policiers, les gendarmes, les gens qui représentant la loi, ils les appelaient « طغاة ». Ils essayaient de nous mettre dans la tête que c'était à cause d'eux que nous subissions tout cela c'est-à-dire l'inflation, le chômage, le dénigrement. Ensuite, vint le tour des intellectuels, des journalistes, des médecins, des hommes politiques, des professeurs et même des étudiants. Les gens ne comprenaient plus rien, ils étaient désemparés et ne savaient plus qui croire. Nous avons un voisin qui était journaliste, après l'assassinat de son collègue, il ne pouvait même pas sortir pour faire ses courses, il envoyait les enfants des voisins pour le faire jusqu'à ce qu'il quitte les lieux lui et sa famille par peur d'être assassinés. Puis, un autre jour, vint le tour d'un policier qui habitait le quartier et qui a été tué par balles par des terroristes islamistes à 8heures du matin en sortant de chez lui pour aller au travail, puis un attentat à la bombe au lycée du quartier dont un lycéen âgé de dix sept ans a été la victime et qui a semé la terreur chez les enfants et les adolescents. Puis, ils ont commencé les enlèvements des hommes et des femmes, des jeunes garçons qui faisaient leur service national et même des jeunes filles qui ne portaient pas le hidjab. Par la suite, même celles qui le portaient, ils ne les ont pas épargnées. Elles ont été victimes de viols, d'assassinats et séquestrations. Nous trouvions des têtes coupées partout

en allant au travail. Nous étions tous menacés. Nous perdions presque la tête, nous passions des nuits blanches. Nous dormions avec nos vêtements et nos chaussures et nous attendions chaque soir notre tour. Nous ne pouvions même pas parler librement, nous n'avions pas le droit de nous exprimer ou de dire le mot « terrorisme » ou terroriste ou intégrisme islamisme. Avant, on disait les frères musulmans pour les gens qui portaient la barbe c'est-à-dire que c'étaient les bienfaiteurs, qui connaissaient l'Islam et on disait « Allah ibarek » c'est des hommes pieux et sages, comme si nos parents et grands parents ne l'étaient pas et ne connaissaient même pas l'Islam. Ils nous imposaient leurs lois et nous faisaient subir toute forme de violence mais nous nous demandions où étaient passés les autorités et les services de sécurité qui arrivaient toujours en retard, pourquoi ils ne faisaient rien pour changer les choses les choses ou pour nous protéger, pourquoi?.....pourquoi? .....pourquoi?.....et des tas de questions se posaient dans nos têtes sans qu'il n'y ait de réponses. L'insécurité régnait dans presque toute l'Algérie, où l'angoisse et le stress étaient roi.



“

Manifestation de femmes Algériennes contre le code de  
la famille (2002)  
Ph. Zohra Bensemra



## **Meriem Ould-Kablia** *J'ai envie de vous raconter cette histoire.*

Alors qu'elle brillait dans sa scolarité, mon père décida qu'il fallait que ma sœur aînée interrompe ses études parce que, selon lui, elle devait se marier. Elle avait dix huit ans cette année là. Les demandes de mariages affluaient, le bon parti se présenterait bientôt.

J'avais douze ans. Mes sœurs et moi-même, nous ne comprenions pas comment notre père avait accepté- lui qui avait pour cheval de bataille la scolarité de ses enfants- la décision qu'avait prise mon grand-père et que rien ne pouvait changer. La révolte nous envahit, nous, les autres filles. Encouragées par notre, mère nous nous réunissions allions-nous laisser faire? Mais hélas la sentence était tombée. Pris de remords, notre père exigea alors que notre aînée soit enseignante. Ce qu'elle fut durant toute sa vie.

Je me souviens alors de ma révolte et ma détermination à faire bouger, à changer les choses. D'ailleurs, arrivée à l'université, j'intégrais le CVRA, ce fut ma première expérience de militante et le début de ma formation. J'avais des sympathies pour les socialistes. Je ne sais pas si j'ai partagé toutes leurs idées car certaines me déconcertaient. A la naissance de l'AFEPEC, de FARD que j'intégrais, je me retrouvais, je pouvais enfin me réaliser. Je pouvais me battre pour la cause féminine.

Je constate alors combien le monde féminin est réprimé et combien la condition de la femme semble immuable. Je m'arrête sur les problèmes des femmes qui m'entourent. J'essaie d'être une pionnière, alors que le pays est à sang, le FIS, les terroristes, le GIA. Le pays bascule dans l'abîme. Une instabilité, de l'hostilité de l'amertume tout se mélange. Fardaheb est assassiné, Hasni, Aloula au pas de sa porte. Les camarades et moi nous nous retrouvons lors des enterrements. Oran enterre ses enfants. Et moi, sans voile, exposée à tout, prenant mon cartable chaque matin. La peur m'habite, les cauchemars se succèdent.

Le téléphone sonne, je souhaite que ce ne soit pas encore une mauvaise nouvelle. C'est mon amie, ma voisine, elle m'annonce qu'elle est bien malade, la maladie la ronge mais elle lutte.

La vie suit son cours, la peur, les manifestations, le sang, les faux barrages, les arrestations on ne parle que de cela.

Que faire? Laissons le temps au temps.

Aujourd'hui, le pays change, je reste optimiste.



## **Kheira Dekkali** *Parcours de femme militante*

Ayant grandi et baigné dans un milieu familial classique: un père sévère, autoritaire mais aimant et porté sur les études « des filles aussi », engagé dans les luttes syndicales et de l'indépendance. Une mère analphabète, d'une grande générosité, soumise mais vivant dans le regret de n'avoir pas été à l'école du fait de l'opposition formelle de son père et qui a affronté son grand frère qui voulait me retirer de l'école à l'âge de 12 ans pendant l'incarcération de mon père durant la révolution. Non seulement elle lui a tenu tête, mais elle lui a aussi dit qu'elle ne voulait pas que ses filles soient comme elle, analphabètes. Une grand-mère paternelle analphabète, vaillante et courageuse qui, après avoir perdu son conjoint, mon grand-père, et tous ses biens, suite à une expropriation de l'administration coloniale, a rebondi seule et élevé ses enfants sans l'aide de personne. Son courage la poussa même à s'opposer physiquement aux militaires français qui harcelaient la famille.

Ces modèles de vie et les responsabilités que j'ai dû prendre malgré moi dès l'âge de 10 ans après l'arrestation de mon père, ont forgé un caractère déjà enclin à voler au secours de tous ceux qui subissaient l'injustice, la pauvreté, la maltraitance. J'intervenais là où je pouvais faire quelque chose sans jamais penser au militantisme ni à une quelconque organisation.

Ce penchant vers les problèmes des autres m'a poussée à choisir mon métier d'assistance sociale malgré la désapprobation de mon père qui avait d'autres ambitions pour moi. L'intervention de mon grand frère au nom du libre choix et de la responsabilité choisie et assumée m'a permis d'entrer à l'école d'assistantes sociales. Là, j'ai rencontré Akila Ouared, ancienne militante de la Fédération de France, qui était dans ma promotion.

Avec elle, j'ai participé à la gigantesque manifestation de femmes le 8 mars 1965 qui a convergé vers la salle Atlas où Benbella a fait un meeting, enflammant la salle. Avec elle, j'ai compris que le coup d'état contre Benbella du 19 juin 1965 était anticonstitutionnel et anti démocratique. Je peux dire qu'Akila a été la première à m'ouvrir les yeux sur le monde politique, mon père considérant à l'époque que la politique n'était pas l'affaire des filles. Mais c'est la rencontre avec mon mari, homme libéral, engagé politiquement, qui m'a fait découvrir d'autres moyens de lutte et d'organisation pour intervenir contre tout ce qui me révoltait et me mettait en colère.

J'ai donc naturellement adhéré au PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste),

d'obédience communiste, activant clandestinement. A cette époque, c'était le seul cadre d'opposition, progressiste ouvert sur la modernité. Le seul qui militait pour les droits et les libertés. J'étais très à l'aise dans ce parti, j'apprenais beaucoup, mais cela ne me suffisait pas, je ne me frottais pas assez directement aux problèmes spécifiques des femmes.

Je me suis ainsi rapprochée de l'UNFA, unique association de femmes, mais ne m'y retrouvais pas non plus. Je n'y ai pas apprécié l'esprit, l'inféodation au FLN: aucune réunion ne se passait sans la présence d'un « homme » du FLN, aucune décision n'était prise sans l'aval du FLN; ajoutez à cela les luttes de leadership, les commérages, les coups bas, etc. Trop c'est trop! Je ne pouvais pas rester dans une association qui avait avalisé le code de la famille en 1984 sans tenir compte de l'avis de sa base. Ecœurée, je me suis retirée.

J'ai continué mon chemin dans le cadre de mes fonctions d'assistante sociale et de militante du PAGS où je me retrouvais pleinement, jusqu'à la fondation de l'association «Défense et Promotion des Droits des Femmes» dans les années 1980. Là, j'ai retrouvé la fraternité, un engagement sans équivoque pour les droits des femmes et pour l'abrogation du code de la famille.

Ce fut une période riche et constructive de luttes difficiles. Les événements d'octobre 1988 ont donné toute sa mesure à l'association qui s'est engagée pleinement dans la dénonciation de la torture pratiquée à grande échelle sur les jeunes manifestants et en premier lieu sur les militants du PAGS. Le témoignage des militants du PAGS de Staoueli sur les tortures qu'ils avaient subies a encouragé beaucoup d'autres à témoigner publiquement à la salle Afrique à l'initiative de Défense et promotion. Ce fut donc une période de grandes luttes par divers circuits démocratiques. Bien entendu, dans l'association, nous avons participé à tous les mouvements de protestation des divers courants (universités, pétitions, etc.)

Lorsque les islamistes ont accentué leur activisme à la fin des années 1980: prêches contre les femmes dans les mosquées, contre le travail des femmes et pour le port du voile, dans l'association, nous avons été les premières à dire « attention, c'est un projet de société qui se profile » et malheureusement l'histoire nous a donné raison. Avec d'autres associations qui ont émergé, une grande manifestation, le 8 mars 1989, partie du port vers l'APN, a drainé des milliers de femmes. Une délégation constituée à la hâte a été reçue à l'APN pour exposer les doléances des femmes (abrogation du code de la famille, alerte sur les dangers de l'islamisme, droit du travail, etc.) évidemment minimisées par les députés. Ce fut un moment de mobilisation extraordinaire.

Je ne peux évidemment pas énumérer toutes les activités de l'association, mais si j'en cite quelques unes, c'est pour parler de l'apprentissage et de l'expérience que j'ai acquise pendant ces années. Une expérience du terrain, sur les gens, les formations politiques, l'administration et sur le pouvoir apprenti sorcier à cette époque qui a joué avec les compromis, nous menant aux années 1990. Pour ce qui me concerne, j'avais acquis une conscience politique et une expérience de terrain qui m'ont permis de continuer la lutte, plus tard, au moment de l'explosion islamiste.

Les années 1990 ont débuté dans un climat de violences extrêmes contre les femmes, premier maillon faible dans leur projet de société totalitaire. Les femmes se sont mobilisées pour faire barrage à la montée de l'islamisme par tous les moyens; combattant l'intolérance montante, alertant sur les dangers qui les menaçaient, menaçaient la société et par là même, le pays, dans l'indifférence totale de cette société et d'une bonne partie de la classe politique convaincue de son invincibilité et empêtrée dans ses calculs politiques.

J'ai tenu un bureau de vote à El Biar pour les communales de 1990 et là, j'ai constaté l'organisation des islamistes, la déferlante et la lâcheté de beaucoup qui, voyant le vent tourner, commençaient à retourner leur veste. Je me suis battue contre le président du bureau de vote, universitaire «moderniste» qui tentait d'autoriser le vote sans procuration pour les femmes, les sœurs et les mères des «barbus», plus arrogants que jamais. J'ai exigé l'application de la loi: procuration ou présence physique des intéressées. Ils ont alors dû ramener «leurs femmes» pour qu'elles votent elles-mêmes. Pendant ce temps, beaucoup étaient à la plage, et certains, en rentrant, passaient voter ... FIS.

Je ne pourrais pas décrire l'état dans lequel je me trouvais lorsque je voyais ces jeunes filles, belles, bronzées, en bretelles et jupes courtes voter FIS.

Leur inconscience du danger me révoltait et m'inquiétait encore plus. Les résultats du scrutin étaient à la hauteur de la mobilisation des islamistes et de l'inconscience et l'aveuglement des démocrates. Ces résultats ont été ressentis comme un tremblement de terre, le processus islamiste était en marche, et lorsque le pouvoir, malgré toutes les mises en garde, a tenu à organiser les législatives de décembre 1991, personne, mais personne, n'imaginait que cette victoire était l'aboutissement d'un deal entre le pouvoir et les islamistes, ainsi que l'aval de certaines «démocraties» occidentales. L'électrochoc des résultats et le discours d'Hachami, membre dirigeant du FIS le soir même à la télévision, appelant les algériens à changer d'habitudes vestimentaires et alimentaires ont fini par convaincre sceptiques, laxistes et inconscients: Le danger était à nos portes.

Une partie de la classe politique, des citoyens, des cadres, des femmes, et je suis fière d'en faire partie, ont lancé le mot d'ordre d'arrêt du processus électoral. Les élections « propres et honnêtes » nous menaient droit vers un état théocratique.

Le CNSA (Comité National pour la Sauvegarde de l'Algérie) mis sur pieds par feu M. Benhamouda, secrétaire général de l'UGTA et Hafid Senhadri, cadre dirigeant (tous deux assassinés) ainsi que d'autres courants, appelèrent à l'arrêt du processus électoral.

A l'appel du CNSA, une gigantesque manifestation partie de la place du 1er mai jusqu'à l'APN le 2 janvier 1992, exigeait l'arrêt du processus.

Des meetings organisés par les corporations à la maison du peuple alertaient et soutenaient l'appel à l'arrêt du processus. Et les femmes, belles, rebelles, de tous les milieux, de tous les niveaux et de tous les âges, ont investi la salle de l'UGTA. Beaucoup sont restées dehors par manque de place. Leurs interventions, leurs exigences, montraient une conscience aigüe du danger, une lecture de la situation qui s'avéra juste; leur engagement était déjà perceptible. Les premiers attentats contre des policiers, puis contre les intellectuels, puis contre des civils finirent par réveiller les sceptiques dont plusieurs fuirent vers l'étranger. Ils avaient fini par comprendre qu'il s'agissait d'une organisation terroriste bien préparée et programmée.

A chaque attentat d'intellectuels, les funérailles donnaient lieu à des manifestations, les femmes étant partie prenantes et accompagnant les dépouilles jusqu'à l'intérieur des cimetières, brisant ainsi le tabou qui fait que les femmes n'entrent pas dans un cimetière pendant les enterrements.

Le pays était en état de choc et les populations étaient tétanisées. A cette époque, alors que les associations étaient, disons-le, bloquées; le RAFD est né d'une rencontre de femmes venues d'horizons divers, déjà structurées ou pas du tout. Le Rassemblement Algérien de Femmes Démocrates (RAFD, refus en arabe) est né dans la rue, le 25 octobre 1993, dans un contexte difficile.

Un moment où les assassinats d'intellectuels, de journalistes, d'étrangers, et autres commis de l'état rythmaient notre quotidien. Nous avons alors décidé de nous engager à visage découvert dans la résistance contre l'assassinat de l'Algérie en allant manifester pour la première fois en face de la présidence de la République.

Nous avons ainsi signé notre acte de naissance en brandissant les portraits de victimes avec des cibles sur le corps pour dénoncer l'intégrisme islamiste assassin, ainsi que le chef de l'état de l'époque (L. Zeroual) qui avait pris la

décision de négocier avec les dirigeants du FIS emprisonnés et condamnés par la justice algérienne.

A partir de ce jour, le RAFD s'est engagé à défendre les droits humains en Algérie et particulièrement le droit des femmes: en s'opposant radicalement au diktat intégriste; en dénonçant à visage découvert le viol des femmes par les groupes armés terroristes; en organisant la solidarité active et multiple en faveur des femmes et enfants victimes du terrorisme; en agissant quotidiennement pour libérer la parole des femmes qui disent leurs douleurs et leurs espoirs.

Pendant toutes les années de terrorisme, nous avons été présentes dans l'espace public malgré les menaces de mort qui pesaient sur nous. Pour nous EXISTER rimait avec EXISTER...

Ainsi, nous n'hésitions pas à appeler les algériennes et les algériens à aller occuper les rues pour de grandes manifestations; à apporter notre solidarité agissante aux familles de victimes du terrorisme; à recueillir les témoignages des femmes violées; à instaurer un partenariat avec différents organismes européens, pour mieux expliquer le drame de l'Algérie, des femmes, le sens de notre combat et les enjeux politiques; à faire partir des enfants victimes du terrorisme en vacances en France, en Italie et en Allemagne; à faire transférer en France des blessés et des femmes violées pour des soins. Et nous ne remercierons jamais assez nos amis européens pour l'aide et le soutien qu'ils ont apportés à notre cause.

Au plus fort du terrorisme, le 8 mars 1995, le RAFD a organisé le Tribunal des Femmes contre l'intégrisme à la salle Ibn Khaldoun. Un événement symbolique, fort en émotions dans une salle comble.

Avec peu de moyens et de façon modeste, nous avons engagé des projets avec des femmes, particulièrement en zones rurales, des zones prises en étau par les groupes terroristes, là où les filles ne pouvaient plus aller à l'école.

Toujours dans le cadre de la lutte anti intégriste, le RAFD a porté plainte auprès des tribunaux des Etats Unis contre Anouar Hadam, un universitaire dirigeant du FIS qui a entre autres revendiqué et justifié l'attentat contre le commissariat central qui a fait plus de 100 morts. Nous n'avons pas obtenu de condamnation ferme mais nous l'avons quand même empêché d'avoir l'asile politique grâce à la ténacité du RAFD et d'avocates américaines militantes engagées.

Parallèlement aux actions de résistance, nous avons continué à militer contre le code de la famille. Aux côté d'autres associations, le RAFD s'est impliqué pour dénoncer ce code et ses conséquences sur la société; dans l'initiative du million

de signatures pour les amendements du code en 1997; dans l'organisation de séminaires sur le code de la famille et les violences faites aux femmes, de pièces de théâtre; dans l'organisation de 8 mars grandioses portant les revendications des femmes, etc.

Suite à la volonté du pouvoir de prôner l'amnésie et l'oubli, le RAFD a institué le «prix de la résistance des femmes contre l'intégrisme et l'oubli» en 1999. Depuis cette année jusqu'en 2007, chaque année, le prix a été décerné à des femmes de toutes origines. Des moments de mémoire et de reconnaissance pour toutes celles qui ont permis à l'Algérie de rester debout. En 2008, année du 10ème prix, les salles et lieux publics nous sont devenus inaccessibles, sous divers prétextes. L'autoritarisme et l'arbitraire en ont décidé ainsi, nous ramenant au temps du parti unique.

Aussi, et au-delà du plaidoyer, tout en maintenant des actions de solidarité et l'expression publique sur les questions de politique générale, le RAFD a décidé en 2000 de s'engager avec le FNUAP dans un processus qualitatif pour penser et produire des outils qui servent la lutte des femmes. Les travaux ont fait l'objet de publications qui sont en circulation et au service de tous ceux qui le désirent.

Cependant et depuis la promulgation de la loi sur la réconciliation nationale et l'amnistie, et le tournant amorcé pour museler toute la société civile mettant ainsi un frein à toutes les activités, nous sommes dans une situation qui porte atteinte aux libertés arrachées dans le sang, la douleur et le deuil.

Déjà, le 8 mars 1994, en visionnaire, le RAFD a envoyé une lettre ouverte au président Liamine Zeroual l'invitant à œuvrer contre une réconciliation nationale qui mettrait en danger l'Algérie et qui ruinerait tous les acquis et le potentiel humain ayant permis à l'Algérie de rester debout, en paraphrasant le chahid Tahar Djaout qui disait:

« Le silence c'est la mort  
Et toi, si tu te tais  
Tu meurs  
Et si tu parles  
Tu meurs  
Alors dis et meurs »

Et nous avons parlé, nous avons crié haut et fort notre rejet de la violence, de l'islamisme, du terrorisme, d'une société théocratique totalitaire et inégalitaire; nous avons échappé à des attentats, nous avons perdu des amis,

nos enfants ont été perturbés, mais l'Algérie est restée debout. Ebranlée psychologiquement, mais DEBOUT. Les islamistes n'ont pas pris le pouvoir, n'ont pas instauré leur Dawla Islamia et c'est notre victoire, nous les femmes. Il ne s'agit en aucun cas de minimiser la résistance des autres, il y a eu trop de morts, trop de viols, trop de drames, trop d'orphelins, pour que le résultat soit le fait d'un seul groupe de la société. Mais il faut le dire, le répéter, l'écrire, le crier: les femmes ont joué un rôle prépondérant. On les dit faibles, elles ont été plus fortes, bravant les interdits, les dangers, galvanisées par le danger, elles étaient sur tous les fronts. Pour nous flatter, on nous appelait les « hommes » de ce pays et nous répondions que chacun reste à sa place, nous sommes très à l'aise dans la nôtre.

Aujourd'hui, tout le combat des femmes, toutes les luttes, toute la résistance, toutes ces expériences doivent être capitalisées. Nous avons beaucoup fait pour notre pays, pour nos libertés, pour nos enfants; nous avons payé trop cher et il ne faut absolument pas laisser tout ce capital dans l'oubli. Oubli malheureusement prôné officiellement « pour tourner la page ».

Comme le système l'a fait pour marginaliser les moudjahidate après l'indépendance, les glorifiant conjoncturellement au détour de cérémonies officielles et historiques, occultant leurs souffrances, la tentation est grande aujourd'hui de refaire la même chose avec la génération des années 90. Alors il ne tient qu'à nous de nous remobiliser pour écrire l'histoire du mouvement féminin pour les générations futures, et d'être partie prenante dans la construction/reconstruction de l'Algérie. Nous sommes convaincues que l'on ne peut pas construire dans l'oubli. Les gouvernants doivent compter avec les femmes et sur les femmes.



## Nabila Nadjet Guermesli

Je me souviens de ce jour où le déclic s'est produit, une prise de conscience assez précoce. Agée de neuf ans à peine, j'assistais en direct à l'assassinat du Président de la République de mon pays. Une émotion peu commune à cet âge là. Je n'avais de la mort qu'une idée vague: ma grand-mère était décédée et j'avais assisté à son enterrement. Mais là, il s'agissait d'une autre mort la mort de l'espoir. Très affectée j'en avais pleuré les larmes de mon corps sans savoir pourquoi. J'entendais les longues discussions de mes parents, leurs interrogations, leurs craintes pour nous et pour le devenir du pays.

Je compris que mon enfance n'était pas comme celle des enfants des autres pays. J'évoluais dans une ambiance particulière, je grandissais dans un pays triste, j'étais privée des plaisirs simples, les fêtes de l'Aïd étaient devenues tristes, ma mère avait décidé de ne plus les célébrer, elle avait décrété le deuil pour des jours pareils, elle ne faisait ni gâteaux ni n'achetait une belle toilette pour l'évènement, rien hors de question!

Une enfance bafouée, violée, un sinistre forcé. Petit à petit, se formaient des groupes de tout genre. Il commençait à y avoir une espèce de révolte, une résistance, un contre courant, une autre mouvance parallèle. Les marches de protestations étaient devenues fréquentes, les femmes accompagnaient leurs martyrs au cimetière et les enfants tout naïvement reprenaient des slogans sans pour autant connaître leurs sens:

لا إيران لا كابول الجزائر جزائرية

« Pouvoir assassin, pouvoir assassin, assassin, assassin. »

الجزائر حرة ديمقراطية

« Algérie libre et démocratique. »

Je grandissais dans ce monde et au rythme d'une Algérie étouffée. Les larmes s'étaient transformées en hargne, en rage de vaincre.

Je me souviens de Chafik un jeune venu de Tébessa pour militer au sein d'un parti dont le siège se trouvait en face de chez moi. C'était le grand frère, ma mère lui donnait à manger tous les jours, ma sœur lui préparait le café, toute une solidarité avec une jeunesse qui se voulait militante.

De fil en aiguille, je me retrouvai dans un groupe qui faisait du théâtre. A quatorze ans en sortant du collège je me dirigeai avec un immense plaisir vers le conservatoire d'Oran. Spontanément nous avons choisi un texte d'un dramaturge de la ville assassiné en 1994. Très vite on avait appris le texte, très

vite on s'est produit sur scène et très vite nous avons commencé les tournées. C'était notre manière de faire revivre des scènes de théâtre pour la plupart fermées depuis une dizaine d'années, c'était notre façon à nous de militer. La jeunesse qui avait évolué dans la peur était révoltée et surtout n'avait plus peur de rien. Et c'est ainsi chacun de son côté avait pris son courage à deux mains et décidé de sortir du gouffre. Certains avaient choisi l'exil et la fuite, d'autres sont restés là à se battre pour une Algérie libre.

Beaucoup de ces jeunes sont actuellement membres actifs dans beaucoup d'associations, beaucoup de ces jeunes sont convaincus qu'ils ne mourront pas une seconde fois.



## Nacera Belhadj

La question des droits de l'Homme en Algérie fait couler beaucoup d'encre ces dernières années. Jamais un jour ne passe sans qu'on apprenne dans la presse écrite ou les journaux télévisés que des femmes sont battues, des filles violées, que des écrivains et des journalistes sont poursuivis juridiquement.

« La violence à l'égard des femmes » cette expression trouble mon sommeil. Parce que je suis une femme, je ne suis pas à l'abri, personne n'est à l'abri ....Beaucoup de questions s'agitent dans ma tête: pourquoi la femme? Cette belle créature est-elle née pour souffrir? Elle souffre en silence, dans obscurité jusqu'à sa mort...Où sont ses droits? Ses droits sont bafoués d'abord par des femmes, par des mères absorbées par leur culte de l'homme et qui consacrent ainsi l'infériorité de leurs filles....

Dans chaque coin de ce monde et à chaque instant il y a des femmes qui subissent différentes formes de violence...des âmes blessées qui crient pour demander de l'aide... Stop, nous n'en pouvons plus, lâchez nous, libérez nous!!! Et le combat commence...chaque femme relève un défi durant tout son parcours dans la vie pour avoir une vie respectable....aujourd'hui il y a de nombreuses femmes militantes qui essayent de tous leurs moyens de marquer leur présence en tant que femmes ...rien que pour avoir un peu de leurs droits et atteindre l'égalité avec le sexe opposé.



“

Marche du 22 mars 1994  
Ph . Boudier



## Belghazali Zohra

J'ai envie de dire que l'université a été pour moi un lieu d'apprentissage des connaissances scientifiques ainsi que des choses de la vie notamment de la vie politique. En effet c'était l'ère du parti unique où les moindres faits et gestes étaient contrôlés, où vous pouviez être mis en cabane sur simple dénonciation. Lorsque octobre 1988 est arrivé, ce fut l'explosion de toute une jeunesse qui cria son désarroi, sa mal-vie. Cette jeunesse n'avait seul but: que cesse la Hogra. Mener une vie décente, jouir d'un travail et d'un logement était-ce demander l'impossible à un gouvernement dont les membres baignaient dans l'opulence?

La riposte a été forte, les morts, l'état de siège, c'est l'armée qui prend en charge les leviers du pays. Après ce soulèvement de la jeunesse on a cru voir un rayon de soleil filtrer à travers les nuages d'un ciel assombri depuis longtemps. On pensait que l'ère de la démocratie était née, des partis politiques sont créés, ainsi que des associations notamment des associations féminines dont le but était la défense des droits des femmes. Les femmes ont alors occupé l'espace public par des manifestations notamment pour l'abrogation du code de la famille.

C'est là que les islamistes entrèrent en jeu. Ils mirent le pays à feu et à sang, dans un premier temps ils s'attaquèrent à tout ce qui était rattaché à l'Etat: les entreprises, les gendarmes, les militants, les policiers. Que de familles endeuillées! Quel était leur but? Que voulaient-ils? Nous ne savions pas ce qui allait nous arriver car cette ouverture démocratique n'était qu'un leurre, elle allait assassiner les démocrates et la démocratie.

Je me demande si ce n'était pas fait exprès par les personnes qui nous dirigeaient. En effet on peut dire que c'est le FLN qui a engendré le FIS, ce parti diabolique qui n'était que haine et perfidie. Il fallait regarder le « face à face » à la T.V algérienne où les chefs de partis étaient invités à exposer leur programme. Cela me mettait face au cynisme des chefs de ce parti qui pensaient cacher leur cruauté sous une barbe ou un kamis, il n'en était rien car j'avais l'impression que du poison mortel volait de leur bouche et qu'ils étaient prêts à éliminer tout ce qui pouvait freiner leur avancée.

Des élections « propres et honnêtes » confirme un responsable de l'époque: le FIS eut la main mise sur toutes les A.P.C, il rafla pratiquement tous les sièges de l'A.P.N, là le gouvernement se rendit compte de son erreur, il voulut alors

arrêter cette mascarade dont il était lui-même à l'origine. L'arrêt du processus électoral fut décrété et là ce fut l'enfer. Nos bourreaux se sont attaqués à autre chose: « les cerveaux du pays » la substantifique moelle celle qui malgré tout n'a pas courbé l'échine, qui a décidé de rester debout et de continuer la lutte. Sans ses intellectuels le pays n'est qu'un troupeau sans berger. Ces personnes qui sont mortes sous les balles, victimes de la barbarie et de l'obscurantisme n'étaient pas n'importe qui. Ils incarnaient des valeurs. C'était les personnalités que l'Algérie ne va peut être plus engendrer.

Actuellement qu'en est-il? La décennie noire ou la tragédie nationale comme l'ont surnommée nos gouvernants, a-t-elle apporté ses fruits? Non, puisque des événements plus tragiques ont suivi la concorde nationale qui a été soumise au référendum. Résultats très probants bien sûr avec des urnes bourrées à l'avance mais le résultat est là le peuple est d'accord avec la concorde nationale et la paix civile. Est-ce possible que les personnes endeuillées depuis si peu de temps puissent répondre par un « oui », cela suppose qu'elles pardonnent à leurs bourreaux qui ont été à l'origine de l'horreur dont ils ont été victimes. Cette horreur qui continue de les hanter, qui a transformé leur vie en calvaire. Je ne pense pas que l'on puisse pardonner après si peu de temps alors que les blessures ne sont pas encore cicatrisées, que nous n'avons pas encore fait le deuil de nos morts, que nous n'avons pas encore oublié le préjudice subi. Qu'en est-il aujourd'hui? Où en sommes-nous? Quel bilan peut-on dresser? Il n'est pas reluisant ce bilan. J'ai l'impression que l'Algériens sont revenus à la case départ. Politiquement le totalitarisme prend le plus en plus d'ampleur, la pauvreté ne fait que s'enraciner et nous voyons de nouveaux problèmes surgir: « le phénomène de la Harga », l'immigration clandestine. Quant à nous les associations, nous continuons notre bonhomme de chemin malgré les d'obstacles. Nous essayons d'inculquer nos principes et nos valeurs aux plus jeunes afin qu'ils puissent reprendre le flambeau.



## F. Zohra Kheddar

Je suis née à Blida. Très jeune j'ai fait la différence entre les chrétiens et les juifs qui étaient français alors que nous étions définis seulement par rapport à notre religion l'Islam et à nos traditions. Nos femmes portaient, lors des sorties, les tenues qui appartenaient à notre culture « le Haik » un voile qui couvrait le corps de manière très élégante et concrétisait la différence entre l'Algérienne et la Française. On m'a appris aussi qu'être musulmane c'est ne pas mentir, ne pas voler, ne pas faire du mal aux autres, ne pas manger du porc, ne pas boire de l'alcool, faire le carême et la prière.

Deux mois après l'indépendance, je suis rentrée à l'école tous les élèves étaient des Blidéens musulmans, car la majorité des Français étaient rentrés en France, ceux qui étaient restés avaient une école et un collège à part; c'est au lycée que les Blidéens et les Français étaient ensemble.

A partir de l'indépendance, les Blidéennes ont commencé à mettre les tenues modernes, les jeunes femmes instruites ont commencé à travailler (les postes étaient restés vacants après le départ des Français) mais la majorité d'entre elles oeuvraient dans l'enseignement, c'était l'emploi le plus accepté dans les familles conservatrices. Et c'était aussi un engagement des Algériens pour l'éducation de leurs enfants et l'évolution de l'Algérie. En deuxième position venaient les métiers de la santé.....

Au début des années soixante dix, nous avons commencé à entendre dire qu'il y avait des gens qui interdisaient aux femmes de porter la mini jupe, parce que selon eux c'était un péché. Plus tard, dans les années 75 et 76, on a même mis du goudron sur les jambes de quelques jeunes filles. A partir de là la vague des frères musulmans a commencé à élargir ses rangs en Algérie, d'abord les interdictions sans fin contre les femmes puis l'endoctrinement des jeunes à l'extrémisme.

Les jeunes femmes pour sortir ont commencé à mettre « elkachaba » qui ressemble à la djellaba marocaine plus ou moins élégante avec un foulard sous prétexte que c'était plus pratique que le « haïk » pour celle qui étaient obligées de le porter. Petit à petit, le « djilbab » s'est implanté, importé des pays arabes et étranger aux coutumes algériennes sauf pour ceux qui ont adopté l'extrémisme. Certaines l'ont mis sous la contrainte, d'autres l'ont mis contre la volonté de leurs parents, c'est comme cela qu'on a fait disparaître l'élégante tenue algérienne ainsi que beaucoup d'autres belles valeurs et traditions en Algérie.

Après la mort du président Boumediene, les activités sportives, culturelles et les volontariats des jeunes sont devenus très rares ou inexistantes ce qui a agrandi le vide dans la vie des jeunes algériennes. Le taux de chômage s'est élevé d'année en année ce qui a rendu la tâche facile aux frères musulmans pour attirer la population vers eux. C'était une occasion à ne pas rater pour atteindre leur but et créer un parti islamiste.

Les années 80 l'islamisme a pris de l'ampleur dans les rues algériennes, beaucoup de jeunes sont rentrés d'Afghanistan car un réseau avait été constitué pour amener ces jeunes Algériens clandestinement en Afghanistan soit disant pour libérer les musulmans des ennemis soviétiques. Ceux qui sont revenus étaient entraînés pour former à leur tour les groupes terroristes islamistes. La première cible a été la femme qui subissait tous les interdits et risquait sa vie en refusant de les respecter.



## Bahia Halimi

Cette atmosphère d'angoisse, d'horreur vécue au quotidien me donnait, paradoxalement, du courage pour avancer, pour crier mon indignation. Cet état de fait, ces tueries, ces barbaries, ces assassinats ont suscité en moi un fort défi à relever. « Porter le voile »: cet ultimatum, n'a réussi qu'à attiser ma colère et qu'à proclamer haut et fort mon refus d'obéir.

Je refuse le voile, je refuse la discrimination, je refuse l'irrespect de la liberté individuelle, je suis une personne à part entière, à qui on doit respect et ce, dans tous les domaines. L'estime de soi doit commencer d'abord chez la gente féminine. C'est pourquoi la mère, en tant que femme, doit d'abord éduquer ses enfants dans le respect de la femme. Arrêtons de prendre la religion comme prétexte afin de prôner certaines lois. Ce prétexte religieux sert à freiner, à ralentir le cheminement de la femme vers le progrès, son épanouissement, la sauvegarde de sa place. Combien de femmes furent décapitées, violées, tuées dans d'atroces conditions.

-Des jeunes filles ayant subies des violences sexuelles portaient dans leur sein le fruit amer de ces sévices qu'elles rejetaient d'une manière ou d'une autre.

-Des femmes enceintes assistaient impuissantes effrayées à l'éventration de leur abdomen avec des épées pour extraire des nourrissons.

-Des jeunes femmes « libérées » furent humiliées en étant flagellées.

-Des étudiantes, subissaient des brimades, des insultes sous prétexte qu'elles continuaient à côtoyer leurs camarades (garçons).

J'avais si peur que cette noire décennie ne dure longtemps.

Cependant, nous assistions à une certaine évolution, à un arrêt des meurtres commis au nom de la religion. Beaucoup de problèmes encore à résoudre mais quelques promesses à l'horizon?

Divers paradoxes animent la population algérienne. Ainsi, est-il normal que la population étudiante connue pour ses revendications, ses révoltes devienne amorphe, passive et distante des réalités sociales.

Ne faut-il pas s'en inquiéter car un véritable et réel danger nous guette de plus en plus?

A défaut de répondre à cette question, je me demande si un autre malaise, d'autres problèmes ne sont-ils pas en train de surgir, des remparts qui empêchent l'évolution des lois protégeant la citoyenneté, l'intégrité de la femme.









**FRIEDRICH  
EBERT**   
**STIFTUNG**

